

QUAND RACHID CHANGE SON NOM POUR RICHARD

NOTRE DOSSIER EN PAGES A2 ET A3

cyberpresse.ca

LA PRESSE

COUPE ROGERS

NADAL À LA DURE!

L'ESPAGNOL AFFRONTERA AUJOURD'HUI L'ONTARIEN FRANK DANCEVIC SPORTS PAGES 1 À 3



L'Espagnol Rafael Nadal a bataillé pendant 2h40 hier pour venir à bout du Français Paul-Henri Mathieu (3-6, 6-3, 6-2). Son rival suisse, Roger Federer, l'a eu facile contre l'Italien Fabio Fognini (6-1, 6-1). Prochaine étape: les quarts de finale.

PHOTO PAUL CHIASSON, PC

DES ESPIONS À LA RESCOUSSE DES SOLDATS CANADIENS

Afghanistan Le travail du SCRS a sauvé des vies, révèlent des documents

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le Canada envoie des espions du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) en Afghanistan depuis quelques mois afin d'aider les soldats canadiens à déjouer les attentats meurtriers des combat-

tants talibans dans la région de Kandahar, a appris *La Presse*.

Ces espions se mêlent fréquemment à la population civile dans l'espoir d'obtenir des informations privilégiées au sujet des talibans et de leurs caches d'armes. Ils refilent ensuite ces renseignements aux commandants

des troupes canadiennes pour qu'ils puissent modifier leur stratégie sur le terrain, révèlent des documents obtenus en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

Au cours des derniers mois, le SCRS, pendant canadien de la CIA américaine, a d'ailleurs intensifié ses efforts de recrute-

ment au pays afin d'envoyer plusieurs agents en Afghanistan. Des offres ont également été soumises aux employés en poste au Canada pour effectuer un séjour dans ce pays ravagé par des années de guerre.

► Voir SCRS en page A12

Inondations en Gaspésie Un mort et une disparue



PHOTO GENEVIÈVE GÉLINAS, LE SOLEIL

La crue des eaux a entraîné la mort d'au moins une personne, hier, à Rivière-au-Renard, en Gaspésie. Près de 70 millimètres de pluie sont tombés dans la nuit de mercredi et la rivière Morris est sortie de son lit, vers 2h, déplaçant une maison de ses fondations et emportant une autre résidence à la dérive. Quatre personnes se trouvaient à l'intérieur mais seuls un homme et une femme ont pu être secourus. Le corps d'un homme a été repêché hier après-midi. Une femme manque à l'appel. Nos informations en page A10.

Québec songe à une taxe sur les sacs en plastique

NADIELLE KUTLU

Le ministère de l'Environnement du Québec s'intéresse de près à l'idée d'un écologiste montréalais, qui suggère de taxer les deux milliards de sacs en plastique circulant dans la province, a appris *La Presse*.

Jacques Lalonde est traducteur, mais aussi fondateur de l'organisme citoyen Écocontribution. Il incite le gouvernement à imposer une «éco-taxe» de 20 cents sur chaque sac en plastique fourni à la caisse des commerces lorsque les clients les demanderont.

«C'est une proposition qui est fort intéressante», confirme Véronik Aubry, attachée de presse de la ministre de l'Environnement Line Beauchamp. «Le dossier des sacs en plastique nous tient à cœur, on le suit de près et on veut le voir avancer rapidement», poursuit M^{me} Aubry.

► Voir SACS en page A8



DANIEL BRIÈRE

«TOUT NOUS LAISSAIT CROIRE QUE LE MARCHÉ ALLAIT ÊTRE CONCLU»

— GEORGE GILLET

SPORTS PAGE 1

BOURSE

LES MARCHÉS CÉDENT À LA PEUR

LA PRESSE AFFAIRES PAGE 1

FOOTBALL

CALGARY 10

MONTRÉAL 30

SPORTS PAGES 1 ET 5

Mon clin d'œil

STÉPHANE LAPORTE

Le pont Viau pourrait devenir le rocher Percé de Laval: les gens aiment voir des trous.

Venez voir mon blogue! cyberpresse.ca/laporte



EXCLUSIF
(Laval seulement)

TON MODÈLE. TA COURBE. TA COULEUR. TON NOM.



TON BÂTON FABRIQUÉ SELON TES PROPRES SPÉCIFICATIONS.

JUSQU'AU 23 SEPTEMBRE
PRÉPARE TON MATCH



Sports
ROUSSEAU

Laval - St-Hubert - Dollard-des-Ormeaux - Greenfield Park - Montréal

www.sportsrousseau.com

A 2
LE POIDS D'UN NOM

Depuis 1990, quelque 60 000 Arabes sont venus s'établir au Québec. Mais plusieurs d'entre eux ne se sentent toujours pas chez eux. Des employeurs rejettent systématiquement leur candidature. Dans cette communauté, le taux de chômage est trois fois plus élevé que la moyenne québécoise. Ainsi, depuis le 11 septembre 2001, 450 personnes d'origine arabe ont présenté une demande de changement de nom au Directeur de l'état civil dans l'espoir d'améliorer leur sort.

QUAND RACHID



CATHERINE HANDFIELD

Ahmed El-Walid est originaire du Liban. Il a immigré au Québec avec sa famille il y a cinq ans après avoir passé une partie de sa vie en France. L'ouverture d'esprit des Québécois l'attirait, la possibilité d'un avenir meilleur pour ses quatre enfants l'a convaincu.

« Pendant ma première année à Montréal, j'ai envoyé 2500 CV », raconte-t-il. Ahmed est compétent. En France, il dirigeait 400 employés dans une entreprise de télécommunications. Il possède de nombreux diplômes. Mais ici, il n'arrive pas à trouver un emploi à la hauteur de ses capacités.

L'idée lui trottait dans la tête depuis longtemps, mais c'est en juin qu'il s'est décidé. Il a demandé au Directeur de l'état civil de changer son nom. « J'ai choisi de m'appeler Bernard Morel », dit-il avec un accent qui trahit à peine ses origines.

« C'est surtout pour mes enfants que je le fais, pour qu'ils s'intègrent, pour qu'ils vivent comme les autres », poursuit M. El-Walid, qui a préféré qu'on le cite sous un autre nom arabe. Sa femme et ses quatre enfants de 7, 9, 12 et 14 ans changeront aussi de nom si leur requête est acceptée.

Ahmed n'est pas le seul Québécois d'origine arabe à vouloir occidentaliser son nom. Depuis le 11 septembre 2001, plus de 450 personnes ont fait comme lui, selon les chiffres que *La Presse* a obtenus en compilant les numéros hebdomadaires de la Gazette officielle du Québec.

Le Directeur de l'état civil traite en moyenne 12 000 demandes annuellement, toutes répertoriées dans sa publication gouvernementale. Au cours des dernières années, les noms

à consonance arabe dépassent largement ceux d'autres groupes ethniques dans les pages de la Gazette.

La grande majorité change seulement de prénom ou ajoute un prénom occidental. Certains changent leur nom de famille ou le modifient pour lui donner une consonance plus occidentale – en supprimant le « Al » ou le « El », par exemple. Mais pour d'autres, le changement est radical. Le nom et le prénom changent du tout au tout.

Rachid Elhadj est de ceux-là. En 2004, il a fait des démarches dans l'espoir de pouvoir faire inscrire un jour « Richard Spencer » sur son passeport. Né en Allemagne mais d'origine palestinienne, Rachid a poursuivi des études en télécommunications à Montréal. « Tout le monde peut aller à l'université au Québec, dit-il. Mais quand vient le temps de trouver un emploi, c'est autre chose. »

Le jeune homme dans la trentaine a fait un test auprès de deux entreprises, il y a quelques années. Il leur a envoyé deux CV: un avec son vrai nom, l'autre avec celui de Richard

« J'ai choisi de m'appeler Bernard Morel. C'est surtout pour mes enfants que je le fais, pour qu'ils s'intègrent, pour qu'ils vivent comme les autres. »

Spencer. « Les deux entreprises ont rappelé seulement Richard Spencer », dit-il.

Le Directeur de l'état civil a rejeté sa demande. Son dossier était incomplet. Rachid Elhadj ne sait pas encore s'il soumettra une nouvelle demande, mais il reste convaincu d'une chose: « Quand je vais avoir des enfants, ils vont porter des noms québécois. »

Les histoires de cas se succèdent et se ressemblent. Comme celle du Libanais catholique John Massaad, qui désire enlever le « aad » à la fin de son nom de famille. « Je ne suis pas musulman, mais je vis chaque jour avec la réputation des musulmans », dit-il.

Mustapha Remlaoui, restaurateur de Brossard, a pour sa part demandé de s'appeler Mike Rayen, en 2004. Ça faisait 20 ans qu'il y songeait. « Les noms arabes vont mal partout dans le monde », dit-il. L'homme originaire de Palestine prévoit refaire la demande sous peu, la première ayant été rejetée.

Quand les gens l'abordent, il dit qu'il s'appelle Mike. « Je n'ai jamais aimé Mustapha », dit-il. Et quand on lui demande d'où il vient, il dit parfois qu'il est italien. Même chose pour son fils, Sami, qui désire s'appeler Sam. Lui non plus n'aime pas Remlaoui.

Des gens font aussi des demandes dans le but de se simplifier la vie: Daniel Renani, d'origine iranienne, s'appelait autrefois Sayed Noraldin Mir Hosseini Renani. Il en avait marre d'épeler son nom. « La prononciation était aussi un réel problème ici », dit-il.

Malaise identitaire

Frédéric Castel, spécialiste des religions de l'UQAM, a suivi le déroulement de notre enquête de très près. Outre la hausse

rapide du nombre de demandes après le 11 septembre, le chercheur observe une augmentation de février à avril 2007. « Elle coïncide avec la crise des accommodements raisonnables », remarque-t-il. Les demandes n'ont d'ailleurs jamais été aussi nombreuses en 2006 et 2007 (voir tableau).

« Le phénomène traduit un certain malaise identitaire, une souffrance, dit-il. On éprouve de la difficulté à composer avec sa différence. Vu le nombre, il est indéniable que plusieurs de ces gens ont fait l'expérience, sous une forme ou une autre, de la discrimination ou des préjugés. »

L'IMPORTANCE DU NOM CHEZ LES ARABES

Les noms ont une signification particulière dans la culture arabe, surtout chez les musulmans « Les habitants du Moyen-Orient leur vouent un grand respect », explique l'islamologue à l'UQAM Jean-René Milot. Selon la tradition, le fils aîné reçoit le nom de son grand-père. Le préfixe « lbn » signifie « fils de », tandis que « Abu » signifie « père de ». « Le nom rattache au passé, poursuit M. Milot. Dans ce contexte, le changer est encore plus tragique. Ce doit être vraiment pénible et utilisé en dernier recours. »

Catherine Handfield

La communauté musulmane québécoise n'était pas au courant de l'ampleur du phénomène. « C'est beaucoup, 450 personnes, lance le vice-président du Forum musulman canadien, Mohamed Kamel. Quand on doit changer de nom pour vivre, ce n'est pas humain », déplore-t-il.

De son côté, Asmaa Ibnouzahir, porte-parole de Présence musulmane Montréal, estime que changer de nom n'est qu'un « pansement sur la plaie ». « Porter un nom occidental permettra sans doute de passer l'étape du CV, dit-elle. Mais le problème de discrimination persistera à l'entrevue. »

Fait inusité mais révélateur de ce phénomène, le ministre québécois de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Sam Hamad, a fait changer son nom. Syrien d'origine, il s'appelait autrefois Samer Hamad-Allah. Le ministre a toutefois refusé de commenter la nature de cette modification. « Tout ce que je peux vous dire, c'est que Sam Hamad est le nom qui figure sur tous ses documents, a déclaré Claire Rémillard, attachée de presse du ministre. Pour le reste, c'est sa vie privée. »

PAS UNE MINCE AFFAIRE

Changer son nom n'est pas une mince affaire. Le demandeur doit d'abord être majeur, citoyen canadien et vivre au Québec. Il doit ensuite présenter un solide dossier au Directeur de l'état civil.

« Les motifs doivent être sérieux », explique l'agente d'information Maude Laflamme.

Il peut s'écouler jusqu'à six mois entre la réception de la requête et le changement. Des 450 demandes de changement de nom à consonance arabe, environ la moitié ont été accueillies.

« Parmi les motifs, on compte des noms d'origine étrangère ou difficiles à prononcer, ou encore des noms qui prêtent au ridicule ou jugés déshonorants », poursuit M^{me} Laflamme.

Parmi les requêtes acceptées, plusieurs étaient directement en lien avec l'actualité. On comptait un nombre élevé d'Oussama (qui rappelle bien sûr Oussama ben Laden) et de Jihad (qui signifie « guerre sainte » en arabe).

Catherine Handfield

DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM À CONSONANCE ARABE

Année	Nombre de demandes	Moyenne de demandes par mois
2007 (jusqu'à la mi-juillet)	60	9,2
2006	78	6,5
2005	60	5,0
2004	56	4,7
2003	66	5,5
2002	65	5,4
2001 (après le 11 septembre)	40	11,0
2001 (avant le 11 septembre)	36	4,3

SOMMAIRE

Amusez-vous!	SPORTS 8
Astrologie du jour	AFFAIRES 10
Bourses	AFFAIRES 6 et 7
Décès	AFFAIRES 11
Forum	A 15
Horaire télévision	ARTS 2
Loteries	A 12
Monde	A 13 et A 14
Petites annonces	AFFAIRES 4 et 9
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Ciel variable en matinée, passages nuageux, maximum 26, minimum 17.
AFFAIRES 11

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

Des chômeurs diplômés

CATHERINE HANDFIELD

L'État les voulait, il les a eus. La politique d'immigration québécoise des années 90 visait les francophones qualifiés. Quelque 60 000 Arabes sont arrivés au cours de cette décennie. Mais 20 ans plus tard, le portrait est peu reluisant, particulièrement chez les musulmans.

Dans cette communauté, le taux de chômage est trois fois plus élevé que la moyenne québécoise, selon les recherches du spécialiste des religions de l'UQAM, Frédéric Castel, qui s'appuie sur le recensement de 2001. Près de 25 % des musulmans de 25 à 44 ans sont chômeurs, comparativement à 8 % pour le reste de la population.

Pourtant, les musulmans du même groupe d'âge sont près de deux fois plus nombreux que les

autres Québécois à posséder un diplôme universitaire: 37 % en ont un comparativement à 20 % pour la moyenne provinciale, selon les chiffres du chercheur.

Bien que difficilement quantifiable, la discrimination à l'embauche envers les musulmans

« Avec tout ce qu'il entend, l'employeur préfère ne prendre aucun risque. »

est indéniable, selon Rachad Antonius, professeur de sociologie à l'UQAM. « L'actualité internationale a diabolisé tout ce qui est musulman, dit-il. Et plusieurs en paient le prix. »

L'islamologue de l'UQAM Jean-René Milot croit pour sa part que la communauté est vic-

time de la réputation de la très faible minorité fondamentaliste. « Avec tout ce qu'il entend, l'employeur préfère ne prendre aucun risque », croit-il.

Au problème de discrimination s'ajoute celui de la reconnaissance des diplômes. « La principale cause du chômage tient au fait qu'il est très difficile de faire reconnaître les diplômes étrangers au Québec », estime M. Castel.

Les ordres professionnels du Québec ont reçu 17 500 demandes entre 1997 et 2003, mais seulement 9000 décisions ont été rendues, selon les données du Conseil interprofessionnel du Québec.

« Plus de la moitié sont toujours en attente », note Marie-Thérèse Chicha, professeure de relations industrielles à l'Université de

Montréal. Dans les 9000 décisions rendues, 3300 diplômes ont été reconnus, 4000 l'ont été partiellement et 1600 ne l'ont pas été du tout.

Même avec un diplôme valide en poche, les immigrés doivent se dénicher un stage, souvent conditionnel à l'accès au milieu du travail. « C'est très difficile pour eux d'en trouver un, poursuit M^{me} Chicha. Cette responsabilité incombe directement aux employeurs. »

Une exclusion qui a son lot de conséquences, selon M. Milot. « D'une part, l'ensemble de la société québécoise se prive de compétences dont elle a besoin, dit-il. D'autre part, on laisse de côté un pan de la population. Le risque, c'est que ces gens finissent par former leur propre société. Et c'est là que ça devient problématique. »

DEVIENT RICHARD



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE ©

Persuadées que cela pourrait faciliter leur intégration à la société québécoise, plus de 450 personnes d'origine arabe ont demandé au Directeur de l'état civil de changer leur nom depuis le 11 septembre 2001. Environ la moitié des requêtes ont été accueillies.



RIMA ELKOURI

Nom d'un chameau!

Il ne se passe pas une semaine sans qu'on me questionne sur mon nom. Rima Elkouri, ça vient d'où? C'est marocain? C'est algérien? C'est iranien? C'est musulman? C'est juif?

Ce n'est rien de tout cela. Mais des fois, j'aurais envie de répondre oui, juste pour observer la réaction des gens. Oui, c'est musulman. Oui, c'est juif. J'aurais envie de dire oui, comme l'a fait le cinéaste torontois Jamie Kastner qui, toute sa vie, s'est fait demander s'il était juif. À force de se faire poser la question, il a décidé de répondre par un «oui» hypothétique et en a tiré un film sur l'identité.

Que dit notre nom? Il raconte une histoire, la nôtre ou celle de nos ancêtres. Mais parfois, il charrie aussi plein d'histoires qui ne nous concernent pas. Il peut devenir lourd, encombrant. Il peut faire écran à qui l'on est réellement. Il peut devenir une boîte dans laquelle on nous enferme. On croit savoir qui vous êtes juste en lisant votre nom. On vous attribue des idées et que vous n'avez jamais eues. On vous dit: «Vous, dans votre pays...» en parlant de pays que vous ne connaissez pas.

Il fut un temps assez lointain où ma mère s'était mis en tête qu'il valait mieux changer notre nom ou du moins le franciser. Un cousin de mon père vivant aux États-Unis avait changé le sien pour Cory. Pourquoi pas nous? se disait ma mère. Non pas qu'elle ait honte de nos origines syro-libano-arméniennes. Mais par simple esprit pratique. Pas tant pour elle que pour le

vient et pourquoi on n'y retourne pas. Pourquoi je ne retourne pas à Cartierville? Euh...

C'était bien avant le 11 septembre, bien avant la psychose des «accommodements raisonnables», bien avant que l'islamophobie – qui, fait intéressant, touche tout autant les Arabes non musulmans, parfois eux-mêmes islamophobes – ne devienne presque aussi légitime dans le

arabe qui, comme le révèle ma collègue Catherine Handfield, sont de plus en plus nombreux à vouloir changer de nom. Quand vous envoyez deux fois le même CV, l'un sous le nom de Rachid et l'autre sous le nom de Richard et que seul Richard est convoqué en entrevue, il y a de quoi se poser des questions. Dans certains milieux, avoir un nom arabo-musulman peut devenir

autre. Une simple question de marketing... Car les employeurs sont malheureusement souvent comme ces enfants de 3 ans à qui on présente deux produits identiques, l'un avec l'emballage McDo et l'autre sans rien. Ne se fiant qu'à l'étiquette, ils trouvent que le McDo a meilleur goût.

Et vos racines, alors? diront ceux qui voient dans le changement de nom une forme de trahison. «Les arbres doivent se résigner, ils ont besoin de leurs racines; les hommes pas», écrit l'auteur Amin Maalouf. «La sève du sol natal ne remonte pas par nos pieds vers la tête, nos pieds ne servent qu'à marcher. Pour nous, seules importent les routes.» Si changer de nom peut permettre à certains d'accéder à la route, pourquoi pas?

Dans un monde où la perception compte souvent plus que la réalité, changer de nom peut devenir une façon de changer de vie. Changer la société, ce serait mieux, on s'entend. Mais c'est autrement plus compliqué.

Dans un tel contexte, changer de nom est un mécanisme de légitime défense comme un autre. Une simple question de marketing...

Les employeurs sont malheureusement souvent comme ces enfants de 3 ans à qui on présente deux produits identiques, l'un avec l'emballage McDo et l'autre sans rien. Ne se fiant qu'à l'étiquette, ils trouvent que le McDo a meilleur goût.

bien de ses deux enfants nés ici. Changer de nom comme on enfilerait des bottes d'hiver. Parce que ça glisse moins et que c'est plus confortable par temps froid. Pour s'assurer qu'on soit parfaitement intégré. Pour éviter tout a priori. Pour qu'on ait les mêmes chances que n'importe qui. Pour que notre vie ne soit pas une séance d'épellation perpétuelle. Pour éviter qu'on se fasse constamment demander d'où on

discours que l'antisémitisme à une autre époque. C'était encore l'époque où le pire qui puisse nous arriver était de se faire traiter de chameau et d'en rire.

Finalement, le vague projet est tombé à l'eau. Et comme mon nom se traduirait littéralement en français par «Gazelle Le Curé», c'est peut-être mieux comme ça.

Cela dit, je comprends parfaitement ces Québécois d'origine

un sérieux handicap. Il suffit d'observer le taux de chômage pour s'en rendre compte. Près du quart des musulmans québécois de 25 à 44 ans sont chômeurs. C'est trois fois plus que la moyenne québécoise. Or, ils sont deux fois plus nombreux à posséder un diplôme universitaire. Il y a là un sérieux problème.

Dans un tel contexte, changer de nom est un mécanisme de légitime défense comme un

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueuse:
rima.elkouri@lapresse.ca

SUR CYBERPRESSE.CA

QUIZ

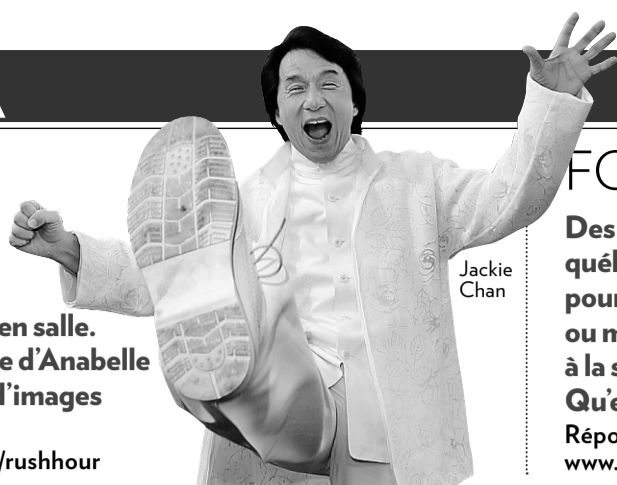
Testez vos connaissances sur l'actualité internationale de la semaine sur www.cyberpresse.ca/quizmonde



RUSH HOUR 3

Rush Hour arrive en salle. Écoutez la critique d'Anabelle Nicoud sur fond d'images tirées du film

www.cyberpresse.ca/rushhour



Jackie Chan

FORUM

Des immigrants arabes québécoisent leur nom pour obtenir du travail ou mieux s'intégrer à la société québécoise. Qu'en pensez-vous?

Répondez au www.cyberpresse.ca/quebeciser

NOS BLOGUES



STÉPHANE LAPORTE

Finalement, c'est l'Allemagne

« Nous sommes arrivés à Berlin, hier. C'est beau. L'architecture est impressionnante. On y est bien. La ville est presque déserte. »

Lisez nos blogueurs sur www.cyberpresse.ca/blogues

Les rigueurs du climat québécois irritent les immigrants

FRANÇOIS BERGER

Le climat québécois est dur à supporter pour les immigrants nouvellement arrivés. Ils sont davantage irrités par le temps peu clément qui prévaut au Québec durant de longs mois que par les problèmes d'emploi ou d'intégration culturelle!

Une enquête de Statistique Canada, portant sur la perception que les immigrants ont de leur pays d'adoption, montre qu'un immigré sur trois, parmi ceux établis à Montréal depuis quatre ans, trouve que le climat est la chose la plus déplaisante, loin devant le manque d'emplois (un sur six) ou tout autre problème d'intégration.

À Toronto, un immigré sur quatre trouve que le climat est la chose la plus déplaisante, au même rang que le manque d'emplois en tête de liste des griefs. À Vancouver, seulement un sur 15 se plaint d'abord du climat.

Plus de 85% des immigrants au Canada s'installent dans l'une ou l'autre des grandes agglomérations urbaines que sont Toronto, Montréal et Vancouver, les trois villes canadiennes de «classe mondiale» selon la description qu'en donne l'agence fédérale des statistiques.

L'enquête de Statistique Canada concerne les immigrants arrivés au pays en 2001 et interviewés la dernière fois en 2005. Elle analyse entre autres les difficultés auxquelles ont fait face ces nouveaux arrivants et leurs griefs à l'endroit du Canada.

Le climat canadien, l'un des plus rigoureux au monde, vient au troisième rang des plus grandes difficultés éprouvées par l'ensemble des nouveaux immigrants au pays, après l'obtention d'un emploi jugé approprié et l'apprentissage d'une nouvelle langue (anglais ou français). Cependant, l'irritation face au climat est plus importante à Montréal que dans les autres grandes villes. Seulement 10% des immigrants récents à Montréal disent y aimer le climat plus que toute autre chose, contre 14% à Toronto et 48% à Vancouver.

Montréal est la plus froide des



Heidy Guzman a émigré de Colombie en décembre 2001. Comme plusieurs de ses concitoyens nés au Québec, elle exècre les froideurs hivernales.

grandes villes, avec une température moyenne annuelle de 6,2 degrés Celsius, comparativement à 7,5 à Toronto et 10,1 à Vancouver, selon le Service météorologique du Canada. La métropole québécoise est aussi celle qui reçoit le plus de neige, soit 215 centimètres par an en moyenne, comparativement à 123 à Toronto et 53 à Vancouver.

«Le climat est une réalité que l'on ne peut pas changer», a commenté le porte-parole du ministère québécois de l'Immigration et des Communautés culturelles, Claude Fradette. Toutefois, dit-il, le gouvernement québécois s'efforce de présenter à l'étranger une image «positive» de l'hiver, en mettant l'accent sur les plaisirs associés à cette saison, notamment les sports. Les Québécois nés ici ont, vis-à-

vis de l'hiver, une attitude semblable à celle des immigrants, signale M. Fradette. Il est rare qu'un Québécois d'origine ait «hâte que l'hiver arrive», note-t-il. En font d'ailleurs foi le demi-million de Québécois qui séjournent en Floride durant la saison froide...

L'étude de Statistique Canada montre aussi que les réfugiés politiques et les immigrants ayant suivi un parent au Canada ressentent davantage les inconvénients du climat que les immigrants dits économiques, qui ont choisi d'emblée d'y déménager. Ces derniers savaient manifestement davantage à quoi s'attendre!

L'agence des statistiques n'a pas analysé la perception du climat en fonction de l'origine des immigrants. Mais des études ont montré

que les gens en provenance de pays chauds ont plus de difficulté à s'acclimater à une région froide. Par exemple, un Haïtien immigré à Montréal risque de trouver l'hiver plus dur à supporter qu'un Russe établi à Toronto (Montréal accueille la majorité des Haïtiens immigrants au Canada, et Toronto la majorité des Russes).

Une étude publiée par l'université ontarienne McMaster, en mai dernier, note que les immigrants «économiques» en provenance d'Asie du Sud (Inde, Pakistan, Bangladesh, Sri Lanka) ont tendance, à partir de l'âge de 60 ans, à déménager en Colombie-Britannique, où l'hiver est le plus doux au pays.

Aux États-Unis, les analyses des migrations internes tiennent

TORONTO, DE LOIN LA PRÉFÉRÉE

Toronto reçoit à elle seule 52% de tous les immigrants entrant au Canada; Montréal et Vancouver en reçoivent chacune 17%. Chaque année, la région métropolitaine de Montréal accueille quelque 40 000 immigrants. Les trois quarts des immigrants arrivés au Québec l'an dernier venaient de pays au climat chaud.

compte de plus en plus souvent du climat depuis qu'on y a remarqué une intensification des déménagements du «Snow Belt» vers le «Sun Belt», c'est-à-dire du Nord plus froid vers le Sud plus chaud.

TAG Heuer
SWISS AVANT-GARDE SINCE 1860

DE QUOI ÊTES-VOUS FAIT?
What are you made of?

MARIA SHARAPOVA ET SA AQUARACER ACIER ET OR 18 CARATS
SERTIE DE DIAMANTS
866-260-0460 www.tagheuer.com

« En février, je ne pense qu'à une chose : m'en aller d'ici »

CATHERINE HANDFIELD

« Quand je suis sortie de l'aéroport, j'ai eu l'impression que deux millions d'épines traversaient tous les pores de ma peau », raconte Heidy Guzman, qui a émigré de Colombie en décembre 2001.

La chanteuse du groupe Musica del Romero fait partie de tiers des immigrants de Montréal qui estime que le climat est la chose la plus désagréable au Québec. Elle exècre en effet les froideurs hivernales. « À tous les mois

de février, je ne pense qu'à une chose: prendre mes bagages et m'en aller d'ici », raconte la jeune femme de 27 ans.

Golnaz Nakhaie, 28 ans, a immigré d'Iran en août 2003. Là-bas, la température ne descend jamais sous la barre des -5 °C. « J'avais hâte de savoir ce que c'était de vivre à -30 », se souvient-elle.

Mais dès son arrivée, l'ingénieure a vite déchanté. « Je trouvais le mois d'août un peu trop venteux à mon goût », dit-elle. Et les hivers? « Ennuoyants. Je ne

sors jamais et j'ai de la difficulté à me lever le matin. »

La température finira par avoir raison de Jacques Robert, originaire de Lyon, en France. D'ici cinq ans, il entend retourner dans son pays natal. « Mon corps a beaucoup de mal à supporter les écarts de température », dit-il.

Safemme Lyne, une Québécoise, et sa fille de 4 ans adoptée en Chine le suivront. Et avec plaisir, selon lui. « Elles ont aussi froid que moi! » affirme l'enseignant en informatique.

Vivre à 16 °C

FRANÇOIS BERGER

Dans une étude portant sur les touristes de 45 pays, publiée l'an dernier par la revue *Climatic Change*, des chercheurs européens ont trouvé que les touristes de tous les pays, froids ou chauds, ont exactement la même préférence quant à la température jugée «optimale» ou «idéale» pour passer des vacances: 16 degrés Celsius.

Il est à noter que cela se rapproche de la température enregi-

trée à Montréal en septembre, à Toronto en juin et en septembre, ainsi qu'à Vancouver durant les trois mois d'été.

Les auteurs écrivent que «les gens du Canada, de Russie et de Suède préfèrent prendre leurs vacances sous le même climat que ceux du Bangladesh, du Brésil ou du Nigeria». Cela dénote que les préférences des gens quant au climat sont déterminées par un «processus biologique de base», avancent-ils.

Cette étude classe le Canada

comme le pays le plus froid parmi ceux analysés, suivi par la Russie et la Suède, tandis que les pays les plus chauds y sont le Nigeria, la Thaïlande et les Philippines.

La même étude affirme que les touristes venant des pays les plus chauds sont davantage sensibles au climat et ont tendance à éviter les pays froids, tandis que les voyageurs habitués à vivre dans un climat froid hésitent moins à visiter un pays au climat semblable.

PROJET DU CHUM AU CENTRE-VILLE

La Ville craint les embouteillages

Les élus recommandent des mesures plus musclées pour favoriser les transports en commun

SARA CHAMPAGNE

L'administration du maire Gérald Tremblay donne le feu vert au projet du CHUM au centre-ville, mais craint un impact monstre sur la circulation pendant et après les travaux de construction. Elle commande donc une vaste étude de circulation.

« C'est une première pour le comité exécutif de Montréal, explique André Lavallée, responsable du transport à la Ville. On ne veut pas juste étudier la fluidité de la circulation. On veut aussi inclure les autos, le vélo, les transports en commun, comme un éventuel tramway, ainsi que les piétons, et le projet de développement du Quartier de la santé au-dessus de l'autoroute Ville-Marie. »

Les élus du comité exécutif, qui ont déposé leurs recommandations mercredi à la suite du rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur le projet d'hôpital universitaire, vont plus loin. Ils demandent des mesures musclées pour favoriser les transports en commun, comme le paiement de la carte mensuelle aux employés de l'hôpital ou le remboursement des frais de taxi, ainsi que des



ARCHIVES LA PRESSE ©

L'administration du maire Tremblay craint les impacts du nouveau CHUM sur la circulation et sur le patrimoine.

vestiaires et des douches pour les cyclistes.

En contrepartie, les élus ne croient pas nécessaire de fermer une bretelle de l'autoroute Ville-Marie – à la hauteur de Sanguinet – pour mener à bien un plan de gestion de la circulation. À ce sujet, on précise que l'autoroute Ville-Marie est l'une des prin-

cipales voies d'accès au centre-ville et qu'elle permet un « accès rapide » entre le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) et le CHUM.

En ce qui concerne les maquettes de construction, le comité exécutif juge que l'OCPM a raison de signaler que les tours du centre de recherche feront ombrage au

Vieux-Montréal et au secteur de l'hôtel de ville, rue Notre-Dame.

Les élus demandent donc au CHUM de redistribuer les volumes des bâtiments près de la rue Saint-Antoine et d'améliorer la « relation » avec la place Chénier, le square Viger et le Champ de Mars. Actuellement, les tours projetées s'élèveraient sur neuf étages, pour une hauteur de 80 mètres.

« On pense que la partie du CHUM qui est près du Vieux-Montréal devra se construire sur une plus large superficie de terrains. L'hôpital pourrait par exemple se développer sur la place qui fait face à la rue Berri, et on n'aurait qu'à déplacer les œuvres d'art », avance M. Lavallée.

Le patrimoine bâti

Quant à l'intégration du patrimoine bâti au vaisseau amiral du CHUM, notamment l'église Saint-Sauveur et la maison Garth, la Ville estime que le « rappel historique » proposé par le promoteur n'est pas suffisant. On demande que ces « bâtiments ou des parties de ces bâtiments soient intégrés aux constructions, par l'effet combiné de la conservation d'éléments bâtis et du rappel de la présence de ces bâtiments en ces lieux ».

Les élus du comité exécutif jugent par ailleurs que les promoteurs du CHUM doivent redoubler d'efforts pour rehausser la valeur culturelle du secteur, en prolongeant l'ambiance de la rue Saint-Denis, au nord du boulevard René-Lévesque, jusqu'au Vieux-Montréal.

À ce sujet, André Lavallée, responsable du dossier auprès des élus, affirme que « Saint-Denis ne peut pas être traitée par le CHUM comme une ruelle ».

« Saint-Denis est un parcours historique qui débouche sur le Vieux-Montréal. Au début, le CHUM faisait en quelque sorte presque table rase des façades. Il faut les préserver, et conserver l'échelle des bâtiments », ajoute M. Lavallée.

Finalement, l'administration Tremblay demande un partage des coûts à parts égales pour changer les conduites d'eau qui desserviront l'hôpital.

L'une d'elles est âgée de 100 ans, et un « bris majeur serait intolérable » lorsqu'il y aura des milliers de patients et d'employés. Les coûts à partager sont estimés à 20 millions, soit 1,4 % du budget total de construction du CHUM, qui est de 1,5 milliard.

Projet de PPP à l'hôpital du Sacré-Coeur

Les syndicats sont en furie

MARIE-ÈVE BLAIN-JUSTE

La Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS) de la CSN est catégorique. Pas question d'accepter que l'hôpital du Sacré-Coeur transfère des patients à la clinique privée Rockland MD pour des chirurgies d'un jour.

Plaidant le manque d'infirmières désireuses de travailler au bloc opératoire, la direction de l'hôpital entrevoit de faire opérer des patients au privé sans qu'ils aient à déboursier un sou.

C'est justement la question de la pénurie d'infirmières qui fait sortir la FSSS-CSN de ses gonds. « La clinique Rockland MD est en recrutement de personnel infirmier. Où est-ce que vous pensez qu'ils vont le trouver, ce personnel-là, si ce n'est pas dans le secteur public? » a déploré Francine Lévesque, présidente de la FSSS-CSN.

Sur le site internet de la clinique Rockland MD, l'invitation est claire. La clinique recherche activement des infirmières pour son bloc opératoire. Et pas n'importe lesquelles: celles qui seront embauchées doivent avoir au minimum trois ans d'expérience.

Au service de la clinique privée, finis les longues nuits de garde, les fins de semaine de travail et

les horaires de soir. Et ce, même si les salaires sont sensiblement les mêmes, si l'on ne tient pas compte des avantages sociaux.

La FSSS-CSN reproche également à la direction de l'hôpital de ne pas l'avoir consultée. « Nous sommes choqués parce que les syndicats du Sacré-Coeur ont fait savoir à la direction dès le mois de juin qu'ils étaient prêts à travailler de concert avec elle pour trouver des solutions à la pénurie de main-d'œuvre, s'est exclamée M^{me} Lévesque. Mais nous n'avons pas été mis au courant du projet: nous l'avons appris en lisant les journaux! »

L'hôpital du Sacré-Coeur a préféré ne pas faire de commentaire. La direction a aussi refusé de dire à *La Presse* si elle prévoyait rencontrer le syndicat avant que la décision finale ne soit prise.

Du côté du CHUM, on ne s'alarme pas du projet de partenariat avec le privé de l'hôpital du Sacré-Coeur, même si des infirmières pourraient être tentées de faire le grand saut. On concède tout de même que, là aussi, le manque d'effectifs est criant. « La pénurie d'infirmières est un problème important qui se voit dans tous les centres hospitaliers », reconnaît Nathalie Forgue, conseillère en communication pour le CHUM.



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©

Samina Goldanescu a pris part, hier, au dévoilement de la programmation de la 9^e Fête des enfants, qui aura lieu la fin de semaine prochaine au parc Jean-Drapeau.

Fête des enfants de Montréal

La sécurité ne sera pas renforcée malgré les propos d'un pédophile

CATHERINE HANDFIELD

Malgré l'incitation d'un blogueur pédophile à fréquenter la Fête des enfants, les organisateurs de l'événement n'entendent pas augmenter les effectifs de sécurité les 18 et 19 août prochains.

« Nous avons déjà 2000 bénévoles qui font une surveillance invisible et continue », a déclaré hier le président du conseil d'administration de la Société du parc Jean-Drapeau, Serge Rémillard, lors du dévoilement de la programmation.

Le 1^{er} août, le journal *The Gazette* a révélé les propos troubles tenus par un pédophile dans son blogue des Pays-Bas. Ce dernier affirmait que la Fête des enfants de Montréal était l'endroit idéal pour

trouver « plein de petites filles » et conseillait aux hommes seuls de « surveiller leurs arrières » pour ne pas s'y faire remarquer.

Le lendemain, le SPVM ouvrait une enquête, toujours en cours aujourd'hui. « Comme à chaque événement du genre, il y aura une présence policière sur les lieux », a assuré l'agente Anie Lemieux. Elle demande néanmoins aux parents de bien surveiller leurs enfants.

La 9^e Fête des enfants délaïsse le parc Maisonneuve pour s'installer au parc Jean-Drapeau. Le complexe aquatique de l'île Sainte-Hélène, la Biosphère et le musée Stewart seront tous accessibles gratuitement. Quelque 300 000 visiteurs sont attendus.

EN BREF

Une maison de naissance à Québec en 2008

La plus importante maison de naissance au Québec ouvrira ses portes à l'hiver 2008 dans la Vieille Capitale, à Limoilou. La maison, dont le coût est estimé à deux millions de dollars, sera située près de l'hôpital Saint-François-d'Assise et comptera cinq chambres

de naissance. On prévoit embaucher 10 sages-femmes, pour suivre quelque 400 grossesses. On vise 160 à 200 grossesses la première année, accompagnées par cinq sages-femmes. « Ce sera une façon de vérifier l'engouement de la population pour ce genre de service », indique Pierre Lafleur, porte-parole du centre de santé et de services sociaux (CSSS) de la Capitale-Nationale. Au Québec, il existe déjà huit maisons de naissance dans sept régions, dont deux à Montréal. Nadielle Kutlu

La somme de tout ce qu'il vous faut pour la rentrée.



Consultez notre dépliant à l'intérieur de ce journal et découvrez nos super offres de la rentrée.



SUR CYBERPRESSE.CA NOS BLOGUES

Lisez nos blogueurs sur www.cyberpresse.ca/bloguesTRISTAN PÉLOUIN
Les soldats Web du maire Tremblay

« Le parti du maire Tremblay se cherche des soldats Web pour «paqueter» les blogues. »

Le Conseil de la fédération aborde le transport pancanadien d'énergie

Québec s'oppose à l'intervention d'Ottawa

MALORIE BEAUCHEMIN
MONCTON

Québec s'oppose catégoriquement à l'intervention d'Ottawa dans la création d'un réseau de transmission pancanadien d'énergie. Au deuxième jour de la rencontre annuelle du Conseil de la fédération, à Moncton, la position réfractaire du premier ministre Jean Charest a forcé les provinces à adopter unanimement une stratégie énergétique commune pour le moins diluée.

« On s'est entendu sur une formulation qui était satisfaisante pour tout le monde, a souligné le premier ministre de Terre-Neuve-et-Labrador, Danny Williams, qui présidait le comité de travail sur l'énergie. Le Québec a clairement indiqué qu'il avait un problème avec un réseau de transmission est-ouest qui serait soutenu par de l'argent du fédéral. »

Terre-Neuve-et-Labrador travaille depuis plusieurs années sur un important projet d'hydroélectricité, Basse-Churchill, et aimerait pouvoir vendre l'énergie ainsi produite à l'Ontario, dont les besoins en énergie propre et renouvelable sont grandissants.

Mais entre les deux se trouve le Québec, important producteur et exportateur d'hydroélectricité, notamment vers son voisin ontarien. Dans son projet, le premier



Le premier ministre Jean Charest s'est opposé catégoriquement à l'intervention d'Ottawa dans la création d'un réseau de transmission pancanadien d'énergie.

PHOTO RYAN TAPLIN, PC

ministre Williams aimerait de plus obtenir une garantie de la part d'Ottawa.

« Ce que nous n'acceptons pas, c'est qu'on puisse passer sur le territoire québécois sans condition, a dit M. Charest. On ne veut pas non plus que le gouvernement fédéral s'immisce là-dedans. Il ne

l'a jamais fait dans le passé. On a construit nos lignes nous-mêmes. C'est nos compétences, c'est notre territoire. Il ne sera jamais question d'une ligne fédérale (de transmission d'électricité) au Québec. »

M. Charest s'est toutefois dit ouvert au développement d'interconnexions entre les provinces et

avec le Nord-Est américain. Une ligne de transport d'hydroélectricité est d'ailleurs en construction entre le Québec et l'Ontario, a-t-il rappelé. Il ne voit pas d'objection, non plus, à ce que l'énergie de Terre-Neuve-et-Labrador transite par le Québec vers l'Ontario, à certaines conditions. « Il existe déjà un contexte

nord-américain, avec l'obligation de permettre aux gens de passer sur nos lignes, mais seulement s'ils en assument les coûts, et s'il y a de l'espace sur la ligne », a expliqué le premier ministre québécois.

L'Ontario cherche à éliminer complètement sa dépendance envers l'énergie produite par ses centrales au charbon d'ici 2014, ce qui augmentera considérablement ses importations d'hydroélectricité. Ainsi, l'offre du premier ministre terre-neuvien est très alléchante pour son homologue ontarien.

« De mon point de vue, s'il est possible d'accélérer la création de réseaux nationaux et si on peut ajouter de l'argent du fédéral, ce serait dans l'intérêt national », a souligné le premier ministre Dalton McGuinty. « Mais c'est clairement de la juridiction des provinces. »

Le plan présenté par le Conseil de la fédération comprend de grands principes généraux, notamment la création de réseaux de transmission et de transport d'énergie, sans toutefois qu'il soit mention d'une ligne pancanadienne ou d'une intervention fédérale.

« Il y a d'importants développements énergétiques dans plusieurs provinces et territoires, et tout le monde s'entend pour dire qu'il faut trouver un moyen de transporter l'énergie jusqu'aux populations, a souligné le premier ministre Williams. La question est de savoir comment ce sera financé. »

Les provinces et territoires s'entendent aussi pour promouvoir l'efficacité énergétique et la conservation de l'énergie, tout en cherchant à mettre en valeur des sources d'énergie vertes.

ENVIRONNEMENT

« Les provinces doivent prendre le leadership »

MALORIE BEAUCHEMIN

MONCTON — Devant « l'inaction d'Ottawa » en matière de lutte contre les changements climatiques, les provinces doivent « prendre le leadership » et se fixer des objectifs ambitieux et concrets, a soutenu hier une coalition de groupes environnementalistes en marge du Conseil de la fédération, à Moncton.

Équiterre, la Fondation David-Suzuki, le Conseil de la conservation du Nouveau-Brunswick et d'autres ont sommé, hier, les premiers ministres des provinces et territoires de prendre trois mesures concrètes dès maintenant. Réglementer les émissions du sec-

teur industriel, adopter les normes californiennes d'émission réduites sur les véhicules, et mettre sur pied des normes d'efficacité énergétique dans la construction de bâtiments sont au cœur des priorités, selon les environnementalistes.

« Les provinces ont les compétences constitutionnelles pour s'attaquer à 90 % des émissions de gaz à effets de serre sur leur territoire », a indiqué Dale Marshall, de la Fondation David-Suzuki. Les activités industrielles, les ressources naturelles, l'électricité et le transport routier sont tous de compétences provinciales.

Selon Hugo Séguin, coordonnateur chez Équiterre, il n'est

« pas souhaitable » que les premiers ministres réunis à Moncton en viennent à un consensus aujourd'hui, puisque les objectifs beaucoup moins ambitieux de l'Alberta en matière de réduction des gaz à effet de serre dilueraient une éventuelle position commune des provinces.

L'Alberta et le gouvernement fédéral devront à un moment donné emboîter le pas dans la réduction en terme absolu des émissions de GES, ont toutefois soutenu les environnementalistes.

Les discussions des 13 premiers ministres du Canada ont porté tout l'après-midi sur les changements climatiques, sans

qu'aucun consensus ne soit toutefois intervenu.

Le premier ministre de l'Alberta, Ed Stelmach, montré du doigt comme le plus réfractaire, a maintenu sa position ferme contre des cibles de réduction absolues et contre une Bourse du carbone. « Personne ne m'a convaincu, a-t-il affirmé à la sortie de la rencontre avec ses homologues. Je ne vois pas l'intérêt de continuer à émettre autant en achetant des crédits ailleurs (dans un éventuel marché du carbone). Il vaut mieux investir dans la mise au point de technologies vertes. » M. Stelmach s'est toutefois défendu de bloquer la progression d'en-

tentes ambitieuses entre les provinces sur les changements climatiques en rappelant que son gouvernement a adopté son propre plan de réduction des émissions, mais avec des cibles d'intensité seulement, ce qui est moins contraignant.

Le premier ministre ontarien, Dalton McGuinty, s'est pour sa part montré ouvert à l'adoption de normes de réduction d'émissions, rappelant toutefois que l'industrie automobile en Ontario représente 326 000 emplois qu'il ne faudrait pas mettre en péril. Le Conseil devrait présenter un plan d'action commun ce midi, en clôture de la rencontre annuelle.

LEXUS

À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION

LES
OPPORTUNITÉS
EN OR
LEXUS

PROFITEZ AU MAXIMUM DE CE MOMENT EN OR.

Un moment que vous ne voudrez pas laisser passer est arrivé. Rendez-vous dès maintenant chez votre concessionnaire Lexus et profitez de l'événement Possibilité en or de Lexus. Vous verrez tout un éventail de modèles Lexus offerts à des taux de location et de financement à l'achat aussi bas que 3,9 %. Vous avez là une magnifique possibilité de saisir le moment Lexus et de découvrir par vous-même ce que le luxe Lexus signifie véritablement.

TAUX DE LOCATION
ET DE FINANCEMENT
AUSSI BAS QUE
3,9%*



CONCESSIONNAIRES DE LA RÉGION DE MONTRÉAL

GABRIEL LEXUS
gabriellexus.ca
SAINT-LAURENT 514 747-7777

PRESTIGE LEXUS
prestige.lexus.ca
BROSSARD 450 923-7777

SPINELLI LEXUS POINTE-CLAIRE
spinellilexus.com
POINTE-CLAIRE 514 694-0771 1877 694-0771

LEXUS LAVAL
lexuslaval.ca
LAVAL 450 686-2710 1866 709-3713

SPINELLI LEXUS LACHINE
spinellilexus.com
LACHINE 514 634-7171 1800 352-6111

* Les offres de location et de financement sont faites par l'entremise de Lexus Services Financiers sur approbation du crédit, sont de durée limitée et sont valides pour tous les modèles Lexus 2007 neufs IS 250 RWD, IS 250 AWD et IS 350, et pour les Lexus 2008 neufs RX 350. Exemple de location pour un modèle 2008 RX 350 Sfx R: exemple de location basée sur un terme de 36 mois, au taux annuel de 3,9 %. Paiement mensuel de 599 \$ avec acompte de 6 400 \$ ou reprise équivalente, frais de transport et de préparation de 1 775 \$, dépôt de sécurité de 0 \$ et premier paiement mensuel exigibles au début du bail. Taxes applicables, immatriculation, enregistrement et assurances en sus. Kilométrage limité à 72 000, des frais de 0,20 \$ pour chaque kilomètre supplémentaire s'appliquent. Exemple de financement d'un Lexus 2008 RX 350 Sfx R: offre de durée limitée valide à l'achat d'un modèle Lexus 2008 RX 350 Sfx R. Frais de transport et de préparation de 1 775 \$, taxes applicables, immatriculation, enregistrement et assurances en sus. Les concessionnaires Lexus peuvent proposer leurs propres prix. Voyez votre concessionnaire Lexus participant pour tous les détails.

La rue Sherbrooke sérieusement rétrécie

La Ville de Montréal recommande de l'éviter entre Berri et d'Iberville

SÉBASTIEN RODRIGUE

La rue Sherbrooke sera partiellement fermée aux automobilistes à hauteur de la rue Montcalm jusqu'à la fin octobre, pour permettre la réfection d'un égout de deux mètres de diamètre construit il y a près d'un siècle.

La chaussée s'était affaissée à cet endroit en juin dernier, forçant la Ville à fermer une partie de l'artère. Depuis un mois, des travaux se déroulaient pour réparer la conduite existante en attendant son remplacement. Hier, la Ville a annoncé un investissement de 2,6 millions pour construire un nouvel égout.

Chantier majeur

Il s'agit d'un chantier majeur, puisque le collecteur se trouve à une profondeur de 15 mètres entre les rues Montcalm et Beaudry. L'égout sera reconstruit sur une distance d'environ 45 mètres.

À partir du 25 août, une seule voie de circulation restera ouverte en direction est. La Ville de Montréal recommande donc aux automobilistes d'éviter la rue



Yves Provost, du Service des infrastructures, transport et environnement de la Ville, explique les travaux à effectuer rue Sherbrooke.

Sherbrooke entre les rues Berri et d'Iberville. Selon les estimations de la Ville, environ 45 000 auto-

mobiles par jour empruntent ce tronçon. Le responsable des infra-

structures au comité exécutif de la Ville de Montréal, Sammy Forcillo, affirme qu'il sera plus économique pour Montréal de construire un nouvel égout que de réparer l'ancien.

Le collecteur centenaire sera donc condamné lorsque la nouvelle section entrera en fonction. En attendant, on a injecté du béton à l'endroit où la conduite a cédé pour permettre à l'eau de s'écouler pendant la durée des travaux.

Érosion puis infiltration

La Ville a inspecté l'égout collecteur afin de déterminer la cause du bris. Selon Yves Provost, directeur général adjoint du Service des infrastructures, transport et environnement, l'érosion a d'abord affaibli la paroi inférieure de l'égout. « À cet endroit, il y a une pente élevée de 8 % », a-t-il précisé.

D'après les ingénieurs de la Ville, le bris d'une conduite en mai 2006 a ensuite causé une infiltration d'eau sous l'égout, au même endroit. L'eau a ainsi abîmé l'extérieur de l'égout. En 2007, le troisième rang de briques du col-

lecteur a cédé. Le remblaiement sous la chaussée s'est donc peu à peu écoulé dans l'égout, provoquant l'affaissement de la rue.

Malgré ce bris, la Ville de Montréal n'a pas modifié son calendrier d'inspection des égouts et s'en tient au programme déjà en vigueur.

Montréal compte environ 4000 km d'égout sur son territoire. Ce collecteur vieux de près de 100 ans débute à l'avenue du Parc et longe toute la rue Sherbrooke. Il draine les eaux d'un vaste territoire au nord de la rue Sherbrooke jusqu'à la station d'épuration des eaux usées située dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles.

SUR CYBERPRESSE.CA

IMAGES ET VIDÉO
Entrez dans l'égout centenaire, constatez le bris et consultez les trajets possibles pour contourner le chantier sur www.cyberpresse.ca/egout.

Autoroute Ville-Marie : deux autres voies fermées

ARIANE LACOURSIÈRE

Dès aujourd'hui, se rendre au centre-ville de Montréal sera plus pénible qu'à l'habitude pour les automobilistes. D'importants travaux de réparation entraînent la fermeture de deux voies de l'autoroute Ville-Marie pour une durée indéterminée.

« Lors de nos inspections, nous avons découvert des défauts sous la structure de l'autoroute 720. Nous devons tout d'abord poursuivre certaines inspections.

Nous commencerons ensuite à effectuer les premiers travaux dans les prochains jours. Par mesure de prévention, on doit toutefois fermer des voies », explique Claude Paquette, chef de projet pour Transports Québec à Montréal.

En analysant la structure suspendue de l'autoroute Ville-Marie, les inspecteurs de Transports Québec ont noté que le béton est dans un état avancé de dégradation à plusieurs endroits. « Dans certains coins, l'acier des arma-

tures n'est pas recouvert. C'est ce qui préoccupe nos ingénieurs. Nous allons remettre du béton là-dessus », assure M. Paquette.

Deux voies sont donc retranchées sur l'autoroute Ville-Marie, l'une des principales voies d'accès au centre-ville. En direction est, la voie de gauche est fermée de la sortie Atwater jusqu'à la rue Guy. En direction ouest, la même voie est interdite à la circulation de la rue Panet à la rue Saint-Jacques.

Comme si ce n'était pas assez, les deux voies de l'autoroute qui

sont déjà fermées à la sortie du tunnel Ville-Marie en direction ouest le resteront. « Cela causera quelques problèmes de circulation, c'est sûr », admet M. Paquette.

L'autoroute Bonaventure aussi

Les conducteurs devront donc s'armer de patience. D'autant plus que l'autoroute Bonaventure, qui relie L'Île-des-Sœurs au centre-ville, fait elle aussi l'objet de réparations. Aux abords du pont Clément, une voie est en

effet retranchée dans les deux directions.

Curieusement, Transports Québec n'a pas tenu compte de cette donnée. « L'autoroute Bonaventure relève de la Ville de Montréal. En décidant de fermer des voies de l'autoroute Ville-Marie, on n'a pas considéré ce critère. On a décidé d'agir par mesure préventive. Malgré les incon vénients, on doit finaliser nos investigations et fermer des voies », dit M. Paquette.

À la demande générale, L'ÉVÉNEMENT RABAIS PRIX EMPLOYÉ EST DE RETOUR.

NOS MEILLEURS PRIX DE L'ANNÉE ![†]

OBTENEZ UN RABAIS PRIX EMPLOYÉ

— PLUS —

ÉCONOMISEZ 20¢ PAR LITRE D'ESSENCE PENDANT UN AN**

ÉCONOMISEZ SUR L'ESSENCE PENDANT UN AN**

POUR UNE DURÉE LIMITÉE, À L'ACHAT OU À LA LOCATION D'UN VÉHICULE CHRYSLER, JEEP OU DODGE ADMISSIBLE.

Chrysler Pacifica TI 2007

VOTRE MEILLEUR PRIX DE L'ANNÉE: **481\$^Ω** PAR MOIS.

LOCATION DE 48 MOIS
3681 \$ COMPTANT INITIAL
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Jeep Commander 4X4 2007

VOTRE MEILLEUR PRIX DE L'ANNÉE: **521\$^Ω** PAR MOIS.

LOCATION DE 48 MOIS
3681 \$ COMPTANT INITIAL
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Chrysler Aspen 4X4 2007

VOTRE MEILLEUR PRIX DE L'ANNÉE: **599\$^Ω** PAR MOIS.

LOCATION DE 48 MOIS
3681 \$ COMPTANT INITIAL
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER • JEEP_{MD} • DODGE OU DAIMLERCHRYSLER.CA AUJOURD'HUI.

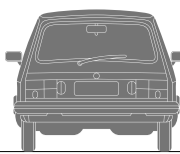
FINANCEMENT OFFERT EXCLUSIVEMENT PAR Services financiers Chrysler

† Les meilleurs prix de l'année sont basés sur les rabais prix employé et sur les rabais d'allocation de livraison appliqués au PDSF de la Chrysler Pacifica TI avec l'ensemble 285 + AFB + ANF + CLX + XA, ou Jeep Commander (27T + AHX + AJY + HBB + TCG + WCU) et de la Chrysler Aspen (28J + ADL + AHC + CLX + H2Z + H3P + H3R + H3S + H3T + H3U + H3V + H3W + H3X + H3Y + H3Z + H3AA + H3AB + H3AC + H3AD + H3AE + H3AF + H3AG + H3AH + H3AI + H3AJ + H3AK + H3AL + H3AM + H3AN + H3AO + H3AP + H3AQ + H3AR + H3AS + H3AT + H3AU + H3AV + H3AW + H3AX + H3AY + H3AZ + H3BA + H3BB + H3BC + H3BD + H3BE + H3BF + H3BG + H3BH + H3BI + H3BJ + H3BK + H3BL + H3BM + H3BN + H3BO + H3BP + H3BQ + H3BR + H3BS + H3BT + H3BU + H3BV + H3BW + H3BX + H3BY + H3BZ + H3CA + H3CB + H3CC + H3CD + H3CE + H3CF + H3CG + H3CH + H3CI + H3CJ + H3CK + H3CL + H3CM + H3CN + H3CO + H3CP + H3CQ + H3CR + H3CS + H3CT + H3CU + H3CV + H3CW + H3CX + H3CY + H3CZ + H3DA + H3DB + H3DC + H3DD + H3DE + H3DF + H3DG + H3DH + H3DI + H3DJ + H3DK + H3DL + H3DM + H3DN + H3DO + H3DP + H3DQ + H3DR + H3DS + H3DT + H3DU + H3DV + H3DW + H3DX + H3DY + H3DZ + H3EA + H3EB + H3EC + H3ED + H3EE + H3EF + H3EG + H3EH + H3EI + H3EJ + H3EK + H3EL + H3EM + H3EN + H3EO + H3EP + H3EQ + H3ER + H3ES + H3ET + H3EU + H3EV + H3EW + H3EX + H3EY + H3EZ + H3FA + H3FB + H3FC + H3FD + H3FE + H3FF + H3FG + H3FH + H3FI + H3FJ + H3FK + H3FL + H3FM + H3FN + H3FO + H3FP + H3FQ + H3FR + H3FS + H3FT + H3FU + H3FV + H3FW + H3FX + H3FY + H3FZ + H3GA + H3GB + H3GC + H3GD + H3GE + H3GF + H3GG + H3GH + H3GI + H3GJ + H3GK + H3GL + H3GM + H3GN + H3GO + H3GP + H3GQ + H3GR + H3GS + H3GT + H3GU + H3GV + H3GW + H3GX + H3GY + H3GZ + H3HA + H3HB + H3HC + H3HD + H3HE + H3HF + H3HG + H3HH + H3HI + H3HJ + H3HK + H3HL + H3HM + H3HN + H3HO + H3HP + H3HQ + H3HR + H3HS + H3HT + H3HU + H3HV + H3HW + H3HX + H3HY + H3HZ + H3IA + H3IB + H3IC + H3ID + H3IE + H3IF + H3IG + H3IH + H3II + H3IJ + H3IK + H3IL + H3IM + H3IN + H3IO + H3IP + H3IQ + H3IR + H3IS + H3IT + H3IU + H3IV + H3IW + H3IX + H3IY + H3IZ + H3JA + H3JB + H3JC + H3JD + H3JE + H3JF + H3JG + H3JH + H3JI + H3JJ + H3JK + H3JL + H3JM + H3JN + H3JO + H3JP + H3JQ + H3JR + H3JS + H3JT + H3JU + H3JV + H3JW + H3JX + H3JY + H3JZ + H3KA + H3KB + H3KC + H3KD + H3KE + H3KF + H3KG + H3KH + H3KI + H3KJ + H3KL + H3KM + H3KN + H3KO + H3KP + H3KQ + H3KR + H3KS + H3KT + H3KU + H3KV + H3KW + H3KX + H3KY + H3KZ + H3LA + H3LB + H3LC + H3LD + H3LE + H3LF + H3LG + H3LH + H3LI + H3LJ + H3LK + H3LL + H3LM + H3LN + H3LO + H3LP + H3LQ + H3LR + H3LS + H3LT + H3LU + H3LV + H3LW + H3LX + H3LY + H3LZ + H3MA + H3MB + H3MC + H3MD + H3ME + H3MF + H3MG + H3MH + H3MI + H3MJ + H3MK + H3ML + H3MN + H3MO + H3MP + H3MQ + H3MR + H3MS + H3MT + H3MU + H3MV + H3MW + H3MX + H3MY + H3MZ + H3NA + H3NB + H3NC + H3ND + H3NE + H3NF + H3NG + H3NH + H3NI + H3NJ + H3NK + H3NL + H3NM + H3NO + H3NP + H3NQ + H3NR + H3NS + H3NT + H3NU + H3NV + H3NW + H3NX + H3NY + H3NZ + H3OA + H3OB + H3OC + H3OD + H3OE + H3OF + H3OG + H3OH + H3OI + H3OJ + H3OK + H3OL + H3OM + H3ON + H3OO + H3OP + H3OQ + H3OR + H3OS + H3OT + H3OU + H3OV + H3OW + H3OX + H3OY + H3OZ + H3PA + H3PB + H3PC + H3PD + H3PE + H3PF + H3PG + H3PH + H3PI + H3PJ + H3PK + H3PL + H3PM + H3PN + H3PO + H3PP + H3PQ + H3PR + H3PS + H3PT + H3PU + H3PV + H3PW + H3PX + H3PY + H3PZ + H3QA + H3QB + H3QC + H3QD + H3QE + H3QF + H3QG + H3QH + H3QI + H3QJ + H3QK + H3QL + H3QM + H3QN + H3QO + H3QP + H3QQ + H3QR + H3QS + H3QT + H3QU + H3QV + H3QW + H3QX + H3QY + H3QZ + H3RA + H3RB + H3RC + H3RD + H3RE + H3RF + H3RG + H3RH + H3RI + H3RJ + H3RK + H3RL + H3RM + H3RN + H3RO + H3RP + H3RQ + H3RR + H3RS + H3RT + H3RU + H3RV + H3RW + H3RX + H3RY + H3RZ + H3SA + H3SB + H3SC + H3SD + H3SE + H3SF + H3SG + H3SH + H3SI + H3SJ + H3SK + H3SL + H3SM + H3SN + H3SO + H3SP + H3SQ + H3SR + H3SS + H3ST + H3SU + H3SV + H3SW + H3SX + H3SY + H3SZ + H3TA + H3TB + H3TC + H3TD + H3TE + H3TF + H3TG + H3TH + H3TI + H3TJ + H3TK + H3TL + H3TM + H3TN + H3TO + H3TP + H3TQ + H3TR + H3TS + H3TT + H3TU + H3TV + H3TW + H3TX + H3TY + H3TZ + H3UA + H3UB + H3UC + H3UD + H3UE + H3UF + H3UG + H3UH + H3UI + H3UJ + H3UK + H3UL + H3UM + H3UN + H3UO + H3UP + H3UQ + H3UR + H3US + H3UT + H3UU + H3UV + H3UW + H3UX + H3UY + H3UZ + H3VA + H3VB + H3VC + H3VD + H3VE + H3VF + H3VG + H3VH + H3VI + H3VJ + H3VK + H3VL + H3VM + H3VN + H3VO + H3VP + H3VQ + H3VR + H3VS + H3VT + H3VU + H3VV + H3VW + H3VX + H3VY + H3VZ + H3WA + H3WB + H3WC + H3WD + H3WE + H3WF + H3WG + H3WH + H3WI + H3WJ + H3WK + H3WL + H3WM + H3WN + H3WO + H3WP + H3WQ + H3WR + H3WS + H3WT + H3WU + H3WV + H3WW + H3WX + H3WY + H3WZ + H3XA + H3XB + H3XC + H3XD + H3XE + H3XF + H3XG + H3XH + H3XI + H3XJ + H3XK + H3XL + H3XM + H3XN + H3XO + H3XP + H3XQ + H3XR + H3XS + H3XT + H3XU + H3XV + H3XW + H3XX + H3XY + H3XZ + H3YA + H3YB + H3YC + H3YD + H3YE + H3YF + H3YG + H3YH + H3YI + H3YJ + H3YK + H3YL + H3YM + H3YN + H3YO + H3YP + H3YQ + H3YR + H3YS + H3YT + H3YU + H3YV + H3YW + H3YX + H3YY + H3YZ + H3ZA + H3ZB + H3ZC + H3ZD + H3ZE + H3ZF + H3ZG + H3ZH + H3ZI + H3ZJ + H3ZK + H3ZL + H3ZM + H3ZN + H3ZO + H3ZP + H3ZQ + H3ZR + H3ZS + H3ZT + H3ZU + H3ZV + H3ZW + H3ZX + H3ZY + H3ZZ

Coop publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep_{MD} • Dodge du Québec

387/088A

497/054



Automobilistes, nous vous proposons des trajets alternatifs pour contourner les travaux sur le collecteur d'eaux usées de la rue Sherbrooke www.cyberpresse.ca/collecteur

Québec songe à une taxe sur les sacs de plastique

SACS

suite de la page A1

À la demande de Line Beauchamp, M. Lalonde a rencontré une de ses conseillères politiques. Sa recommandation a été présentée au cabinet ministériel il y a quelques mois. Intéressé, le Ministère lui a demandé de peaufiner son rapport, qui inclut d'autres recommandations. L'écologiste le présentera de nouveau en octobre. La ministre attend d'en voir la version définitive pour prendre une décision.

Au cours des derniers mois, le Ministère a aussi rencontré d'autres groupes impliqués dans le dossier des sacs en plastique.

M. Lalonde s'est inspiré de l'exemple de l'Irlande. Depuis 2002, on y impose une « PlasTax » de 15 cents. Résultat: la consommation de sacs en plastique a baissé de 90%. En se basant sur ces données, M. Lalonde a calculé que le gouvernement empocherait jusqu'à 30 millions de dollars par année.

Le ministère des Finances avait pourtant étudié un projet semblable il y a près de deux ans, mais avait alors estimé que l'initiative ne serait pas assez rentable.

Dissuader la population

Depuis près d'un an, la sensibilisation à la pollution causée par les sacs en plastique a fait son chemin au Québec. Les



Depuis près d'un an, la sensibilisation à la pollution causée par les sacs en plastique a fait son chemin au Québec. Les Provigo, Metro, SAQ et autres commerces proposent des sacs recyclables ou biodégradables. « Seule 20% de la population réagit. Il faut entreprendre des mesures dissuasives », croit Jacques Lalonde.

PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE ©

Provigo, Metro, SAQ et autres commerces proposent des sacs recyclables ou biodégradables. Plusieurs marchands récompensent les clients qui utilisent des sacs réutilisables en leur remettant cinq cents.

Mais pour Jacques Lalonde,

ce n'est pas assez. « C'est regrettable à dire, mais ces mesures incitatives sont insuffisantes. Seule 20% de la population

réagit. Il faut entreprendre des mesures dissuasives. C'est la seule façon de vraiment chercher les gens. »

Il compte aussi sur l'appui des six principales municipalités du Québec. Les premiers contacts qu'il a eus avec les villes de Montréal et Sherbrooke seraient positifs. À la Ville de Montréal, on affirme avoir reçu le dossier et être en train de l'étudier, mais on s'abstient de commentaire.

De plus, Jacques Lalonde souhaite que les sacs en plastique « vendus » à la caisse soient compostables. « Faits d'amidon, ils sont complètement biodégradables », souligne-t-il. À l'unité, ces sacs coûtent environ 20 cents.

Il y a près de deux ans, ce citoyen engagé avait lancé une pétition pour appuyer un projet de loi interdisant la distribution de sacs en plastique non biodégradables. Si le projet de loi n'a jamais été adopté, la pétition est toujours en cours. Près de 125 000 personnes l'ont signée.

M. Lalonde soutient toutefois que l'imposition d'une taxe est une solution plus simple à entreprendre.

Les sacs ailleurs

Depuis avril dernier, la petite municipalité de Leaf Rapids (600 habitants), au Manitoba, est devenue la première ville d'Amérique du Nord à interdire les sacs en plastique dans les commerces. Ceux qui offrent ces sacs risquent une amende de 1000\$.

San Francisco a adopté le même règlement quelque temps après. New York, Boston et Los Angeles étudient la possibilité d'en faire autant. Chez nous, la chambre de commerce des Îles-de-la-Madeleine lancera à l'automne un programme pour implanter des sacs en coton dans tous les commerces.

CÔTE-DES-NEIGES/NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Augmentation de salaire pour Michael Applebaum

ÉRIC CLÉMENT

L'arrondissement de Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce a adopté lundi un règlement pour augmenter le salaire du maire Michael Applebaum de 15 000\$, une décision justifiée par la nécessité de rémunérer plus correctement un élu dont la charge a beaucoup augmenté ces dernières années.

Si l'on prend en compte toutes les rémunérations de chaque maire d'arrondissement de Montréal, selon leurs activités au sein de l'administration municipale, ce sont les maires de Rosemont-La Petite Patrie, Verdun et Saint-Léonard, André Lavallée, Claude Trudel et Frank Zampino, qui ont le salaire le plus élevé à 125 889\$.

Avant d'obtenir ces 15 000\$ supplémentaires, M. Applebaum se classait au 17^e rang sur 19, avec un salaire de 74 267\$ (plus une allocation de dépenses non imposable de 13 716\$).

Contrairement à d'autres

maires d'arrondissement, M. Applebaum n'est pas membre du comité exécutif de Montréal, ce qui aurait pu lui rapporter de 37 932\$ à 61 780\$. Il ne participe pas non plus au conseil d'administration de la Communauté métropolitaine de Montréal, une tâche payée 10 000\$, ni à celui de la Société de transport de Montréal (STM), fonction qui rapporte de 20 000\$ à 30 000\$.

Le maire Applebaum est très à l'aise avec son augmentation de salaire, suggérée, dit-il, par Marvin Rotrand, conseiller de Snowdon. M. Rotrand, qui gagnait jusqu'à maintenant plus que le maire, soit 83 767\$, à cause de son poste de vice-président du conseil de la STM, estime que cette correction s'imposait, car la charge de travail du maire de CDN/NDG est beaucoup plus grande depuis que de nombreux services publics ont été décentralisés.

Les conseillers ont voulu prendre en compte l'augmentation des

tâches du maire de l'arrondissement le plus peuplé de Montréal, avec 172 000 habitants. Si CDN/NDG était une ville, elle serait la sixième du Québec, fait valoir M. Rotrand.

Toutefois, la conseillère de Côte-des-Neiges, Francine Senécal, qui gagne 125 889\$, soit autant que plusieurs maires car elle est vice-présidente du comité exécutif de Montréal, a voté contre l'augmentation.

« Ce n'était pas un vote personnalisé mais une décision qui visait le poste seul, dit M. Rotrand. M^{me} Senécal a voté contre, car elle estimait que ce n'était pas le temps d'augmenter ce salaire, étant donné qu'il y a des négociations avec les syndicats qui s'en viennent. Mais je pense qu'augmenter ce salaire permettra d'attirer dans le futur de bons candidats au poste de maire. »

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste: eric.clement@lapresse.ca

INSECTES EXOTIQUES

Les arbres suspects seront abattus

SARA CHAMPAGNE

La Ville de Montréal intensifie son offensive pour éviter que sa forêt urbaine soit décimée par des insectes exotiques. Les élus du comité exécutif de la Ville ont approuvé, mercredi, un protocole d'entente avec l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) pour mettre en quarantaine les arbres qui présentent des symptômes.

Les inspecteurs forestiers des arrondissements seront chargés d'identifier les arbres suspects. Ceux qui dépériront anormalement, sans cause apparente, seront abattus. On prélèvera ensuite deux sections de l'arbre (des billes), qui seront acheminées dans un conteneur du Complexe environnemental Saint-Michel (CESM).

Lucie Gagné, spécialiste du protocole d'enquête biologique des végétaux de l'ACIA, explique que le conteneur peut être comparé à un laboratoire. Au Canada, en plus de Montréal, les villes de Halifax, Toronto et Vancouver possèdent un de ces conteneurs

mis au point par le Service canadien des forêts.

« La chaleur et l'humidité sont contrôlées à l'intérieur de ces conteneurs pour reproduire notre climat, avec une période plus froide, explique-t-elle. Un filet avec un réceptacle est installé autour de chaque bille pour recueillir des larves ou insectes potentiels. C'est une façon d'effectuer un dépistage précoce, et de minimiser les impacts d'une infestation. »

Au Québec, les insectes exotiques, tels le longicorne d'Asie ou l'agrile du frêne, n'ont pas encore fait leur apparition. Mais on estime que 80% de la forêt urbaine de Montréal pourrait être menacée. En Ontario, la présence des insectes résistants aux produits chimiques a déjà forcé l'abattage de centaines de milliers d'arbres. L'invasion a coûté 36 millions à Toronto en quatre ans.

Si un insecte exotique était repéré dans la région montréalaise, un périmètre de 400 mètres serait dressé autour de l'arbre touché, et les autres arbres situés à l'intérieur seraient abattus, assure-t-on à l'ACIA.

CENTRE DES SCIENCES DE MONTRÉAL

La Fondation du Centre des sciences de Montréal présente

Gunther von Hagens

LE MONDE DU CORPS 2

L'anatomie révélée à travers de véritables corps humains

HEURES D'OUVERTURE PROLONGÉES JUSQU'À 23 H*

les jeudis, vendredis et samedis

Achetez vos billets au centredessciencesdemontreal.com

*La billetterie ferme ses portes à 21 h30

www.bodyworlds.com

TELUS

Pfizer

Hydro Québec

Canada

Le présumé tueur de la comédienne Denise Morelle reconnu comme un homme agressif

Bissonnette inculpé de meurtre prémédité

MARCEL LAROCHE

Reconnu comme un homme agressif et violent dans son entourage, Gaétan Bissonnette était en compagnie d'une amie intime, atteinte de l'ataxie de Friedreich, quand les policiers du SPVM l'ont appréhendé relativement à l'assassinat, en 1984, de la comédienne Denise Morelle.

Bissonnette et la femme, clouée à un fauteuil roulant à cause de cette maladie neurologique, venaient de quitter un appartement de la 21^e Avenue, dans l'arrondissement de Rosemont, lorsqu'ils ont été

interceptés mercredi midi par des enquêteurs de la Section des crimes majeurs, module des crimes non résolus, du Service de police de la ville de Montréal.

Bissonnette, qui devait reconduire la femme dans un centre montréalais pour handicapés, a plutôt pris le chemin des cellules.

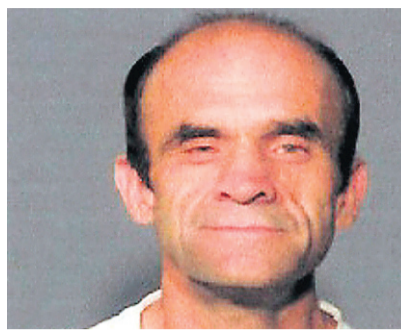
Employé comme homme à tout faire dans un complexe immobilier pour retraités de l'Est, Bissonnette ne semblait pas préoccupé par les événements quand il a été amené hier après-midi devant le juge Jean-Pierre Bonin, de la Cour du Québec, à Montréal.

Vêtu du même t-shirt blanc que lors de son arrestation, le prévenu de 49 ans était menotté quand il est apparu dans le box des accusés pour y être inculpé de meurtre prémédité. Il avait 26 ans au moment du meurtre de Denise Morelle, le 17 juillet 1984, dans un appartement vacant de la rue Sanguinet, au centre-ville.

La comparution n'a duré que quelques instants, le temps que les deux procureurs au dossier, M^e Jacques Dagenais pour le ministère public et M^e Tom Pentefountas pour la défense, reportent la cause au 3 octobre prochain.

À sa sortie de la salle d'audience, M^e Pentefountas a été accosté par une meute de journalistes, qui l'ont bombardé de questions dans l'espoir de connaître les états d'âme de son client depuis son arrestation. «Il est troublé car il sait qu'il risque la prison à vie», a répondu l'avocat, qui a déjà représenté Bissonnette il y a une dizaine d'années pour des affaires de vols sans violence.

« Mais là, il est accusé du meurtre brutal d'une comédienne chère au public. Vu la nature du crime, et également des preuves d'ADN dont je n'ai pas encore



Gaétan Bissonnette

pris connaissance, je vais étudier le dossier en profondeur », a ajouté le criminaliste.



Internet a un nouveau mot.

Tout le monde peut offrir Internet. Seule Bell offre Internet total.

Le nouveau service Sympatico^{MC} Internet total de Bell met à votre disposition tout ce qu'il faut pour avoir une expérience Internet complète.

- La gamme la plus complète de services de sécurité au pays, avec mises à jour automatiques¹
- Accès Internet toujours rapide, jamais partagé²
- Accès Internet sans fil dans toutes les pièces de votre domicile, avec soutien technique complet³
- Assistance technique 24/7

Sympatico Internet total performance

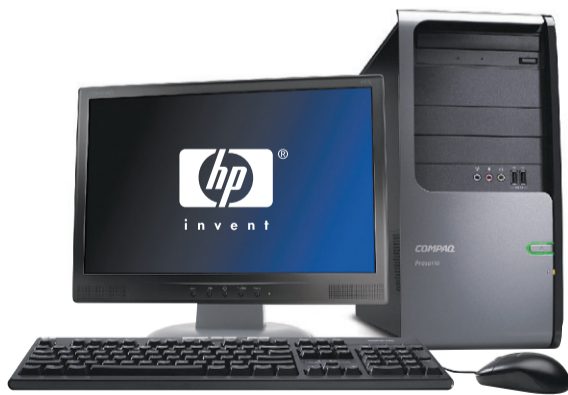
+

Ordinateur de bureau Compaq Presario sr5110nx de HP

54⁹⁵\$/mois

pendant 36 mois⁴
(comprend le rabais de 5\$/mois du Forfait de Bell⁵)

D'autres modèles d'ordinateurs, incluant des bloc-notes, sont disponibles.



Gagnant du prix Leadership sécurité en ligne



Regroupez vos services de Bell et économisez. Chaque mois⁶.

Visitez un magasin Bell 1 888 285-1718 bell.ca/pcbell



Aussi offert chez ces détaillants participants:



L'offre prend fin le 30 septembre 2007. Offert aux clients résidentiels, là où la technologie le permet. Des frais d'activation ou de migration uniques (15\$) s'appliquent quand vous commandez par téléphone. Des frais de 25\$ s'appliquent si vous annulez la commande avant l'activation. Des frais uniques (25\$) s'appliquent si vous passez à un service à vitesse inférieure. Modifiable sans préavis et ne peut être combiné avec aucune autre offre. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent, y compris des exigences techniques minimales. (1) Services fournis en collaboration avec Radialpoint inc. aux clients du service Sympatico. Aucun service n'offre une protection absolue. (2) S'applique à l'accès entre le modem du client et l'équipement de commutation de Bell. (3) Équipement additionnel requis, y compris des câbles et adaptateurs. Des frais uniques (79,95\$) s'appliquent si vous passez à un service inférieur ou si vous annulez votre abonnement à Internet total performance dans les 6 premiers mois. (4) Réservé aux nouveaux clients Sympatico et aux clients actuels du service Sympatico Internet de base dans le cadre d'un engagement de 3 ans au service Sympatico Internet total performance et d'un contrat d'achat de 3 ans pour un ordinateur de bureau Compaq Presario sr5110nx de HP (l'« ordinateur »), sous réserve d'approbation de crédit, jusqu'à épuisement des stocks. Le tarif mensuel de 59,95\$/mois, moins 5\$ avec le Forfait de Bell, comprend: 39,95\$, moins 5\$ avec le Forfait de Bell, pour le service Sympatico Internet total performance et 20\$ pour l'achat de l'ordinateur. Des frais de résiliation anticipée de 20\$ multipliés par le nombre de mois restants au contrat s'appliquent. Des frais de 35\$ s'appliquent à la livraison de l'ordinateur. Allouez de 5 à 7 jours ouvrables pour la livraison du modem en location de Sympatico et de l'ordinateur. Limite de un ordinateur par abonnement à Sympatico. Photo à titre indicatif. Capacité totale de téléchargement de 30 Go par mois; frais pour téléchargement en sus. (5) Le Forfait est réservé aux clients qui sont abonnés à au moins deux services parmi l'Interurbain, Internet, la télé numérique ou le sans-fil (mensuel) dont un avec un forfait sélectionné. Bell peut mettre fin au rabais du Forfait de Bell avec un préavis de 30 jours. Il n'est pas nécessaire d'être abonné au service local ou à d'autres services tarifés de Bell Canada. Le rabais du Forfait de Bell est appliqué suivant l'expiration de toute promotion. D'autres conditions s'appliquent. Visitez bell.ca/forfaitdebelle pour les détails. Les marques de commerce ou marques enregistrées appartiennent à leurs propriétaires respectifs et sont utilisées avec leur permission. Sympatico est une marque de commerce de Bell Canada.

VOUS PRÉSENTE

TOUTES NOUVELLES ET UNE EXCLUSIVITÉ DU COIN DES COUREURS



HOMMES

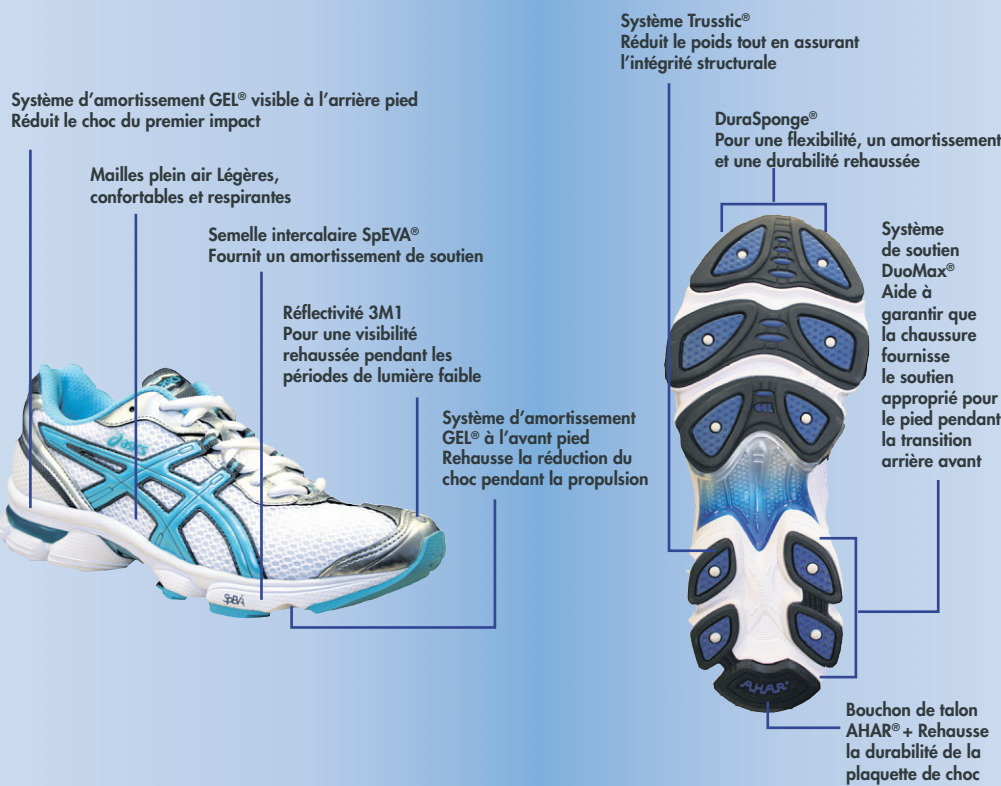


GEL-STRATUS®
119⁹⁹\$



FEMMES

Le GEL-Stratus® est une nouvelle présentation et ASICS a choisi le Coin des Coureurs pour être la boutique exclusive du lancement de ce modèle de chaussure au Canada. Le GEL-Stratus® vise les coureurs qui ont une démarche efficace et neutre autant que ceux qui préfèrent une carrosserie libre.



Coin des Coureurs de Westmount 4873 Sherbrooke Ouest
Coin des Coureurs d'Outremont 1159 Avenue Bernard

Coin des Coureurs de Pointe-Claire
950 Boul. St. Jean

ACTUALITÉS

CRUE DES EAUX EN GASPÉSIE

Au moins un mort

PRESSE CANADIENNE

GASPÉ — Une personne est morte et une autre est portée disparue à la suite des inondations subites, dans la nuit de mercredi à hier, dans le secteur de Rivière-au-Renard, à Gaspé, en Gaspésie.

Le maire de Gaspé, François Roussy, évalue les dommages causés aux infrastructures municipales et aux propriétés privées à «plusieurs dizaines de millions de dollars».

La ministre des Affaires municipales et responsable de la région de la Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine, Nathalie Normandeau, s'est rendue sur place hier afin de visiter la zone sinistrée.

La rivière Morris, au coeur du secteur urbain de Rivière-au-Renard, est sortie de son lit, vers 2h dans la nuit, déplaçant une maison de ses fondations et emportant une autre résidence à la dérive.

Quatre personnes se trouvaient à l'intérieur mais seulement un homme et une femme ont pu être secourus. Le corps d'un homme de 78 ans a été repêché vers 12h30 hier. Une femme manque toujours à l'appel. Les plongeurs de la Sûreté du Québec ont été requis.

«Dès les premiers instants, deux des occupants ont pu être rescapés par les pompiers de l'endroit, a relaté l'agent Claude Ross, de la Sûreté du Québec. Il manquait deux personnes à l'appel, et à proximité, nous avons retrouvé un corps qui flottait.»

Plusieurs autres résidences et commerces ont été touchés, dont un petit centre commercial.

«Il faut le voir pour le croire, a dit le maire Roussy. Une résidence a été emportée par le cours d'eau. Plusieurs dizaines de résidences ont été endommagées (...). On a trois ponts qui ont cédé. C'est plusieurs dizaines de millions de dollars en dommages.»

«Les gens de la place sont habitués de voir la rivière Morris sortir de son lit, notamment en 2001, mais aussi rapidement que ça... Les gens sont restés surpris, tellement que certains sont demeurés dans leur maison et ont dû monter sur la table de la cuisine pour attendre les secours», a ajouté le maire.

Un tronçon de la route 132 a été fermé à la circulation de transit entre Anse-Pleureuse et Rivière-au-Renard. Un ponton a cédé à l'Anse-à-Valleau.

Environnement Canada rapporte que la partie nord de la péninsule gaspésienne a été durement touchée, alors qu'entre 80 et 115 mm d'eau sont tombés en un peu plus de 12 heures. L'agence fédérale évalue à une centaine de millimètres les précipitations reçues à Rivière-au-Renard.

Des pluies majeures ne sont pas exceptionnelles à Gaspé. Au cours de la seule année 1980, Environnement Canada avait enregistré 252 mm les 24 et 25 juin, 150 mm le 6 juillet et 71 mm le 15 août.

INONDATIONS - ENDROITS À RISQUE

5 RÉGIONS À RISQUE

- 1) Montérégie
- 2) Beauce
- 3) Laurentides
- 4) Région de Québec
- 5) Estrie

4 RIVIÈRES PROBLÉMATIQUES

- 1) Chaudière
- 2) Châteauguay
- 3) Richelieu
- 4) Saint-François

Source : Environnement Canada

INONDATIONS MARQUANTES

- > Juillet 1996 : un déluge frappe le Saguenay-Lac-Saint-Jean. Les dommages matériels ont été évalués à 1,5 milliard. Du jamais vu au Canada.
- > 1991 : la rivière Chaudière déborde et provoque des innovations en Beauce à Pâques.
- > 1994 : la rivière Richelieu déborde et provoque de fortes inondations.
- > Mars 1998 : fait rare, des inondations ont lieu partout en même temps au Québec.
- > Été 2005 : inondations au rond-point de l'Acadie et sur l'autoroute Métropolitaine.

- Nadielle Kutlu

DISPARITION DE CÉDRIKA

Découvertes douteuses

LE NOUVELLISTE ET PRESSE CANADIENNE

Le père de Cédrika Provencher a fait appel aux pouvoirs politiques, notamment au premier ministre Stephen Harper, afin que les Forces armées canadiennes soient mises à contribution dans la recherche de sa fille Cédrika, disparue le 31 juillet dernier.

Martin Provencher, qui a reçu hier l'appui de l'Association des familles de personnes assassinées ou disparues du Québec, dit compter sur l'influence du président de cette organisation, Pierre-Hugues Boisvenu, pour obtenir une réponse favorable.

Par ailleurs, la Sûreté du Québec poursuit ses recherches. Le corps policier a précisé hier que les vêtements de petite taille retrouvés mercredi n'appartenaient pas à la fillette portée disparue depuis neuf jours.

Parmi les vêtements découverts dans ce secteur boisé situé aux limites de la ville, il y avait des maillots de bain, des robes et même des sous-vêtements d'enfants. C'est une famille qui effectuait une battue dans un coin reculé du bois qui a fait la découverte mercredi.

Les bénévoles ont également trouvé des

dizaines de magazines à saveur pornographique, une chaise et un matelas.

Un homme qui participait à la battue a été interrogé durant plus de sept heures, tant mercredi soir qu'hier pendant la journée. Impossible toutefois de savoir si les renseignements fournis ont pu aider les enquêteurs. Les recherches se sont poursuivies dans ce secteur, et elles n'étaient pas encore terminées hier soir. L'accès était encore bloqué 24 heures après la mise en place du périmètre de sécurité.

Les autorités refusent pour l'instant de tisser des liens entre cette longue investigation au sol et l'enquête visant à retrouver Cédrika Provencher.

«Selon les informations reçues, les objets retrouvés n'auraient pas de lien avec la disparition», soutient Richard Gagné, porte-parole de la Sûreté du Québec. Mais pourraient-ils guider les enquêteurs vers d'autres pistes? «Il est trop tôt pour le dire. L'enquête et les recherches ne sont pas terminées», ajoute-t-il.

La cinquantaine d'enquêteurs reprennent le boulot aujourd'hui. Les enquêteurs chargés du dossier étaient toujours sur place hier soir.

Anne-Marie Péladeau arrêtée à nouveau

ARIANE LACOURSIÈRE

Anne-Marie Péladeau a encore une fois des ennuis. À 21 h hier soir, des agents du Service de police de la Ville de Montréal l'ont arrêtée dans son luxueux condo du quartier Rosemont pour trafic de crack et d'héroïne.

La fille de Pierre Péladeau, fondateur de l'empire Quebecor, aurait été mêlée à deux transactions de crack et d'héroïne. C'est à la suite de plaintes de ses voisins qu'Anne-Marie Péladeau a été arrêtée. Ces derniers se sont plaints du va-et-vient d'automobiles et de personnes devant la résidence d'Anne-Marie Péladeau, rue Garnier.

L'héritière déchue de la famille Péladeau comparaitra demain au palais de justice de Montréal. Elle devra faire face à des accusations de trafic de drogue et de bris de conditions.

C'est un nouveau chapitre d'une longue saga judiciaire qui s'ouvre pour l'accusée. La première frasque crimi-

nelle d'Anne-Marie Péladeau remonte à l'automne 2005. Le 12 octobre, son arrestation brutale filmée par la caméra de l'hélicoptère de TVA avait fait le tour des médias. Un an plus tard, elle a plaidé coupable à des accusations d'entrave au travail policier, de vol et de possession de biens volés.

En septembre 2006, alors qu'elle séjournait dans une maison de thérapie pour soigner sa dépendance aux drogues, Anne-Marie Péladeau a plaidé coupable à des accusations d'entrave à la justice parce qu'elle a tenté de camoufler qu'elle avait consommé. En février dernier, la Cour lui a imposé une liberté surveillée de deux ans et l'a obligée à suivre une thérapie pour se débarrasser de ses problèmes de toxicomanie.

Les derniers déboires d'Anne-Marie Péladeau remontent au 15 mars. Elle a été arrêtée dans une librairie Renaud-Bray de la rue Saint-Denis, où elle a volé un livre. Elle a comparu pour bris de condition et vol à l'étalage.

AGROALIMENTAIRE

Trois groupes prônent le protectionnisme

MARIE-ÈVE BLAIN-JUSTE

«Elles viennent d'ici vos tomates?» Cette phrase, la vendeuse de l'étal Les poiriers de ville Mercier, au marché Jean-Talon, l'entend ad nauseam chaque jour. À un point tel qu'elle a étiqueté bien clairement tous ses produits du terroir québécois.

Un geste qu'Équiterre, la Coalition pour un modèle agricole équitable de gestion de l'offre (GO5) et la Coop fédérée, qui prônent l'étiquetage systématique des produits québécois, ne peuvent que saluer. Les trois organismes joignent leurs voix pour interpeller gouvernement et citoyens. Ils veulent que le premier se dote d'une politique de souveraineté alimentaire. Et que les seconds optent pour l'achat local.

Lancée en 1996, l'idée de souveraineté alimentaire se veut une option à la libéralisation des marchés agricoles promue par l'OMC. Ses défenseurs militent pour une plus grande protection de l'économie locale et une réduction des distances de transport des marchandises.

Le but? «Donner la priorité aux productions locales» et «limiter l'accès au marché québécois», affirme Marcel Groleau, porte-

parole de la Coalition GO5 et président de la Fédération des producteurs de lait du Québec.

Outre l'étiquetage systématique des produits québécois, les trois organismes demandent que le gouvernement crée davantage de programmes de gestion de l'offre.

«On veut pouvoir limiter l'entrée à la frontière de certains produits, comme c'est le cas pour le lait et la volaille, explique Frédéric Paré, coordonnateur du programme d'agriculture écologique chez Équiterre. Au milieu des années 70, notre autonomie alimentaire était de 75%. En 2001, elle avait baissé à 51%», déplore-t-il.

Équiterre, la Coalition GO5 et la Coop fédérée profiteront des audiences publiques montréalaises de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Québec pour lancer une réflexion sur la souveraineté alimentaire.

Un grand rendez-vous québécois se penchera sur la question début septembre. Une conférence publique regroupant l'essayiste John Saul, le journaliste Hervé Kempf, et l'ex-ministre de la Culture malienne Aminata Traoré aura lieu le 6. Une rencontre entre citoyens et producteurs agricoles est prévue pour le lendemain.

CONCOURS ANNUEL DE LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DES FROMAGES

Les fromagers québécois s'illustrent

STÉPHANIE BÉRUBÉ

Une trentaine de fromages québécois figurent parmi les grands gagnants de la Société américaine des fromages, qui a tenu son concours annuel la fin de semaine dernière, au Vermont.

«Ce concours est le plus grand événement du genre en Amérique, explique le fromager Yannick Achim. C'est une excellente vitrine pour les producteurs et ça peut même être un tremplin. Un produit qui gagne un prix est susceptible d'être remarqué par les acheteurs américains.»

Yannick Achim a quatre boutiques de fromages au Québec. Il était le seul juge québécois à tester les 1200 produits présentés à la Société. Il a personnellement dû en goûter 150 en deux jours. Le concours est si vaste que les fromages sont divisés en catégories très précises. Uniquement pour le cheddar, 30 gagnants ont été choisis dans sept catégories différentes. Dont le Chèvre noir de la Fromagerie Tournevent, qui a raflé le premier prix pour le cheddar fait de lait de chèvre de moins de 12 mois.

Des fromageries de toutes tailles ont été récompensées. Agropur a notamment reçu des prix pour



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

Yannick Achim, fromager et juge.

un fromage à tartiner, une ricotta, un oka, un chèvre et des bries. Dans cette dernière catégorie, les Québécois ont été les champions incontestés. Saputo a remporté le premier prix avec le Brie d'Alexis, de sa filiale Alexis de Portneuf; Agropur est arrivé derrière avec son Brie L'Extra, et Damafro a complété le podium pour son Madame Clément. Parmi les petites maisons québécoises honorées par la société américaine, La Moutonnaire de Sainte-Hélène-de-Chester a

gagné sept prix, dont une première place pour une féta dans l'huile aux herbes. La Dame du Lac de la Fromagerie Le détour, de Notre-Dame-du-Lac, s'est hissé au deuxième rang pour un fromage léger. La Fromagerie Bergeron de Saint-Antoine-de-Tilly a quant à elle remporté deux prix, dont la palme d'or pour son Calumet, un fromage fumé.

Une douzaine de fromageries québécoises s'étaient inscrites au concours américain.

EN BREF

Un sixième corps repêché à Minneapolis

Le corps d'une sixième victime a été découvert hier dans les débris du pont qui s'est effondré la semaine dernière dans le fleuve Mississippi à Minneapolis, dans le Minnesota. Cinq corps avaient été repêchés précédemment, et les autorités poursuivent leurs recherches dans les eaux et sur les berges du fleuve pour tenter de retrouver la trace de huit personnes portées disparues depuis l'effondrement mercredi dernier. Une partie du pont Interstate 35W, du côté de Minneapolis, s'est écroulée dans le fleuve Mississippi, près de 20 mètres plus bas, pour une raison indéterminée. De nombreux véhicules qui traversaient l'ouvrage reliant Minneapolis à Saint-Paul ont été précipités dans les eaux.

- Associated Press

Victimes de la route

Une adolescente 16 ans de Repentigny a perdu la vie hier après-midi lors d'une collision avec un camion dans un secteur rural de la route 341 à L'Assomption, dans Lanaudière. Quelques secondes avant l'incident, la victime, qui conduisait un cyclomoteur, aurait omis d'effectuer un arrêt obligatoire à l'intersection de la route 344. Par ailleurs, la vitesse excessive a coûté la vie à deux hommes d'affaires de Gatineau peu avant 2h jeudi matin. Mario Payette, 40 ans, et Stéphane Brazeau, 33 ans, se dirigeaient à vive allure vers leurs maisons de Cantley quand M. Payette a perdu la maîtrise de sa rutilante Porsche Carrera dans une courbe aménagée en pente. Le puissant bolide a alors frôlé un poteau d'Hydro-Québec, arraché une partie d'une haie de cèdres et d'un jardin et terminé sa course contre un imposant arbre, à quelques mètres de la demeure.

- Presse Canadienne et Le Droit

Fusillade dans un resto de Vancouver

Deux personnes sont mortes et six autres ont été blessées lors d'une fusillade survenue tôt hier matin dans un restaurant chinois de Vancouver ouvert toute la nuit. L'affaire serait liée aux gangs criminels. «Toutes les personnes atteintes étaient assises à la même table, a noté l'agent Howard Chow, de la police municipale. Les premières étapes de l'enquête indiquent qu'il ne s'agissait pas d'une attaque arbitraire.» Au moment de la fusillade, vers 4h30, une demi-douzaine d'autres clients se trouvaient dans le restaurant Fortune Happiness, dans le quartier Mount Pleasant. Le chef de police adjoint, Bob Rich, a déploré une montée des gangs et des crimes armés dans la ville. Il a toutefois soutenu que Vancouver demeurerait une ville sûre et que le nombre de balles tirées cette année était inférieur à la moitié du total de l'an dernier. Les enquêteurs recherchent deux suspects.

- PC et The Vancouver Province

ROGERS

MONTREAL
1104, rue Ste-Catherine O. 514-877-0090
3573, boul. St-Laurent 514-288-0600
4455, rue Saint-Denis 514-845-8353
514-983-1666
2360, rue Notre-Dame O. bur. 102 514-394-0000
Place Ville-Marie 514-387-9999
9012, boul. de l'Acadie 514-933-8000
1201, avenue Greene 514-387-9999
5150, rue Jean-Talon O. 514-257-8826
5954, boul. Métropolitain E. 514-865-9949
514-257-8826
Place Alexis-Nihon 514-849-5646
Centre Eaton 514-324-3180
514-849-5646
Place Bourassa 514-324-3180
Place Versailles 514-355-0103
Les Galeries d'Anjou 514-356-0356
2116, rue Guy 514-932-3113
Centre Boissard 514-735-4086
997, rue St-Antoine O. 514-866-3326
3339, boul. des Sources 514-683-3333
Carrefour Angrignon 514-368-4200
Place Vertu 514-742-0745
2100, boul. Marcel-Laurin 514-856-1884
Centre Montpelier 514-747-1777
Fairview Pointe-Claire 514-695-1554
Complexe Desjardins 514-842-0288
1, rue De Castellau E. bur. 101 514-262-6666
5529, avenue Monkland 514-789-9215
1008, rue Clark, bur. 206B 514-954-0287
2170, avenue Pierre-Dupuy 514-938-3800
4154, rue Jean-Talon E. 514-262-6049

BELCEIL
Mail Monténach 514-467-4286

BOUCHERVILLE
Promenades Montarville 514-469-4998

BROSSARD
Mail Champlain 450-671-3200
Place Portobello 450-671-4744

CHÂTEAUGUAY
129, boul. St-Jean-Baptiste 450-682-2201
Centre Régional Châteauguay 450-682-5136

DELSON
280, boul. Marie-Victorin 450-444-2100

DORION
64, boul. Harwood, bur. 101 450-424-7082

DRUMMONDVILLE
963, boul. St-Joseph 819-478-9977
Promenades Drummondville 819-475-5024

GATINEAU
360, boul. Maloney O. bur. 1 819-663-8580
Promenades de l'Outaouais 819-561-3031

GRANDY
583, boul. Boivin 450-777-6612
Galeries Grandy 450-375-4355

GREENFIELD PARK
3312, boul. Taschereau 450-671-2303

HULL
Les Galeries de Hull 819-775-3687
442, boul. St-Joseph 819-775-3687

ILE-PIERROT
Carrefour Don-Quichotte 514-425-5505

JOLIETTE
517, rue St-Charles-Borromée N. 450-755-5000
Galeries Joliette 450-760-3000

KIRKLAND
2814, boul. St-Charles 514-428-9000

LAVAL
2142, boul. des Laurentides 450-629-6060
Centre Laval 450-978-1081
1888, boul. St-Martin O. 450-629-6060
241C, boul. Samson 450-969-1771
Carrefour Laval (boutique) 450-687-5386
Carrefour Laval (kiosque) 450-686-7566
1600, boul. Le Corbusier, bur. 740K 450-978-1081
1273, boul. Curé-Labelle 450-680-1234

LONGUEUIL
Place Deschamps 450-679-9077
1490, chemin de Chambly, bur. 101 450-442-1566
514-281-9279

MAGOG
221, rue Principale O. 819-843-4455

POINTE-AUX-TREMBLES
Carrefour de la Pointe 514-642-6334

REPENTIGNY
494A, rue Notre-Dame 450-657-3665
Les Galeries Rive-Nord 450-581-7756

ROSEMERE
Place Rosemère 450-971-2000
135, boul. Curé-Labelle 450-619-7652

SAINT-BRUNO
Promenades St-Bruno 450-653-7472

SAINT-CONSTANT
Mège-Centre St-Constant 450-635-9022

SAINT-EUSTACHE
360E, boul. Arthur-Sauvé 450-974-9299

SAINT-HUBERT
Complexe Cousineau 450-926-5656
Saint-Hubert Centre Les Galeries St-Hyacinthe 450-261-0989

SAINT-JEAN-SUR-RICHIELEU
Carrefour Richieheu 450-359-4941
Les Halles St-Jean 514-880-1880

SAINT-JEROME
Carrefour du Nord 450-436-5895
60, rue Bélanger 450-811-2335

SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
Centre Valleyfield 450-373-0519

SHERBROOKE
2980, rue King O. 819-566-5555
Carrefour de l'Estrie 819-822-4650

Promenades de Sorel 450-746-2079

TERREBONNE
1270, boul. Moody, bur. 10 450-964-1900

Les Galeries de Terrebonne 450-964-8403

TROIS-RIVIÈRES
5335, boul. des Forges 514-372-5000
5635, boul. Jean-XXIII 819-372-5005
Centre Les Rivières 819-694-6812

VALLEYFIELD
boul. Mgr-Langlais 450-371-9511

VERDUN
Centre commercial Le Village 450-373-0519

VICTORVILLE
La Grande Place 819-357-5007

Jasez à Jasper!

avec **MON TOP 5^{MC}**

Appels et textos illimités pour tes 5 numéros préférés, PEU IMPORTE LE RÉSEAU.

LE RÉSEAU LE PLUS FIABLE AU PAYS* www.rogers.com/fiable

FIÈRE PARTENAIRE DE TEL-JEUNES

www.rogers.com/montop5

SOURCE

ÉPARGNEZ
ACHETEZ EN LIGNE

Les appels locaux, les appels interurbains au Canada et les messages texte sont illimités et s'appliquent aux cinq numéros de téléphone inscrits sur la liste MON TOP 5. Les appels interurbains illimités au Canada s'appliquent uniquement aux appels effectués ou reçus au Canada avec le sans-fil Rogers du client, entre le client et les cinq numéros de téléphone inscrits sur la liste MON TOP 5. Seuls les numéros de téléphone canadiens à 10 chiffres sont admissibles au service MON TOP 5. Les frais d'interurbain aux États-Unis et à l'étranger, de Texto à voix et de service en déplacement s'appliquent s'il y a lieu. D'autres conditions s'appliquent; consulter rogers.com/montop5 pour obtenir de plus amples renseignements. * Le réseau le plus fiable* fait référence aux résultats de tests menés par Rogers et une firme de recherches indépendante quant à la clarté des appels et aux appels interrompus dans la majorité des centres urbains au Canada, à l'intérieur de la zone de couverture de Rogers Sans-fil, et comparant le service de voix des principaux fournisseurs de service sans-fil. ** La réduction s'applique aux frais de service mensuels récurrents pour les services admissibles. Nécessite un abonnement d'au moins deux ans à chaque service admissible. Certains services ne sont pas offerts dans toutes les régions. Consulter rogers.com/offresgroupées pour obtenir de plus amples renseignements. *** Marques de commerce de Rogers Sans-fil S.E.N.C. ou de Rogers Communications inc. utilisées sous licence. © 2007

LA CABLINE TÉLÉPHONIQUE

Batteries PLUS

ACTUALITÉS

Des espions à la rescousse des soldats canadiens

SCRS

suite de la page A1

Les soldats canadiens en poste à Handa éprouvent de la difficulté depuis quelque temps à obtenir des renseignements au sujet des talibans auprès de la population, plus méfiante.

Dans une note secrète datée du 14 décembre et envoyée au ministre de la Sécurité publique, Stockwell Day, le directeur du SCRS, Jim Judd, affirme sans ambages que les activités d'espionnage des agents de son organisation ont évité au Canada d'encaisser de plus lourdes pertes humaines.

« Tous les commandants militaires des troupes qui ont fait la rotation ont constamment louangé le travail accompli par le SCRS et ont noté que les renseignements secrets obtenus ont indubitablement permis de sauver plusieurs vies humaines », affirme M. Judd dans cette note confidentielle.

« Les informations obtenues par le SCRS ont permis d'avertir rapidement que des menaces planaient. (...) La présence de nos agents est tout à fait cruciale pour identifier (ces menaces) », ajoute le grand patron de l'agence d'espionnage canadienne.

Mélisa Leclerc, directrice des communications du ministre Stockwell Day, a confirmé hier que des agents du SCRS se trouvent en Afghanistan depuis quelque temps. Mais elle a refusé de donner plus de détails sur leur nombre ou sur la nature de leur travail.

« Pour des raisons de sécurité, nous ne pouvons pas dévoiler combien d'agents du SCRS se trouvent là-bas ni révéler quelque détail que ce soit au sujet de la nature des opérations en cours », a indiqué M^{me} Leclerc.

2300 Canadiens à Kandahar

À l'heure actuelle, quelque 2300 soldats canadiens combattent les talibans dans la région de Kandahar, la province la plus dangereuse d'Afghanistan. D'ici peu, la majorité du contingent sera composée du 22^e régiment de Valcartier. Jusqu'à maintenant, 66 militaires et un diplomate canadiens ont perdu la vie depuis le début de la mission.

Contrairement à l'envoi de troupes canadiennes en Afghanistan, la présence d'espions du SCRS n'a jamais fait l'objet de débat à la Chambre des communes, pour des raisons évidentes de sécurité. En fait, leur présence était jusqu'à maintenant



PHOTO RYAN REMIORZ, PC

Il n'est pas facile pour les soldats canadiens d'obtenir des renseignements au sujet des talibans. Le travail des agents du SCRS viendrait combler cette difficulté et, si l'on en croit son directeur, Jim Judd, les activités d'espionnage ont évité au Canada d'encaisser de plus lourdes pertes humaines.

inconnue. Le critique libéral en matière de défense, Denis Coderre, s'est dit étonné hier d'apprendre que des espions canadiens se trouvaient en Afghanistan.

« Il faut dire que l'actuel sous-ministre de la Défense, Ward Elcock, est l'ancien patron du SCRS. C'est cela le lien. Je suis quand même surpris parce que tout ce dont on a parlé jusqu'ici en matière de cueillette d'informations était fait par l'armée directement. C'est ce qu'ils nous disaient. Mais on apprend que le SCRS est mêlé à cela », a affirmé M. Coderre.

Observateur bien connu des Forces armées canadiennes, le colonel à la retraite Michel Drapeau a indiqué à *La Presse* que le Canada fait bon usage du SCRS en envoyant des agents en Afghanistan. Mais il s'étonne de voir que leur présence dans ce pays dangereux est maintenant révélée.

« C'est le rôle du SCRS de colliger des renseignements, de les analyser et de les donner au gouvernement. Tant qu'ils le

font à l'étranger et tant qu'ils le font pour le compte d'opérations du gouvernement, c'est une bonne utilisation d'une ressource. Je me doutais qu'ils étaient là, mais je ne le savais pas. Ce ne sont pas des choses que l'on va confirmer normalement. Je suis très surpris en fait que le gouvernement le confirme », a dit M. Drapeau.

En mai 2006, le gouvernement Harper avait demandé au Parlement de prolonger la mission canadienne dans la région de Kandahar jusqu'en février 2009. À l'origine, cette mission devait prendre fin en février 2007. Le premier ministre Stephen Harper a déjà indiqué que la mission prendrait fin à cette date si les autres partis s'opposent à ce qu'elle soit prolongée.

Le SCRS s'intéresse tout de même à l'Afghanistan depuis longtemps, puisque ce pays a déjà abrité des camps d'entraînement pour des terroristes associés au réseau Al-Qaeda. Sa contribution aux efforts des militaires canadiens est cependant plus récente.

Le SCRS se doutait du sort réservé à Maher Arar

ISABELLE RODRIGUE
PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le rapport d'enquête sur l'affaire Maher Arar s'est enrichi hier de quelques mots auparavant censurés, qui permettent maintenant de réaliser que les autorités canadiennes du renseignement se doutaient que leurs vis-à-vis américains utilisaient l'expulsion de suspects pour leur soustraire des informations sous la torture.

Des extraits, à l'origine retirés du rapport de l'enquête portant sur les événements entourant l'emprisonnement du Canadien en Syrie, où il a été torturé, révèlent que le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) a transigé avec la CIA et le FBI dans toute cette affaire, et qu'il avait eu vent d'une « tendance » de ces organisations américaines, qui expulsaient des suspects vers des pays où les méthodes d'interrogation sont plus radicales.

Les passages dévoilés hier sont peu volumineux et ne représentent qu'une partie des quelque 1500 mots retranchés de la version finale du rapport d'enquête du juge Dennis O'Connor. Cette divulgation permet tout de même de jeter un nouvel éclairage sur cette affaire peu reluisante pour les organisations canadiennes de sécurité.

Dans un rapport présenté le 11 octobre 2002, un agent du SCRS en poste à Washington soulignait que le FBI et la CIA avaient trouvé un moyen détourné de faire parler les personnes soupçonnées de terrorisme.

« Lorsqu'ils ne peuvent détenir un sujet terroriste légalement, ou lorsqu'ils veulent qu'une personne-cible soit interrogée de façon musclée, ils le restituent à un pays acceptant de le faire », indique le passage rendu public hier.

Dans une autre note de service datée du 10 octobre 2002, le sous-directeur des opérations du SCRS, Jack Hooper, mentionne qu'il croit que « les États-Unis aimeraient envoyer Arar en Jordanie où ils pourraient en faire ce qu'ils veulent ».

Ces documents ont été produits deux jours après l'expulsion de M. Arar en Jordanie, puis vers la Syrie, où le Canadien d'origine syrienne a passé un an en prison et a été soumis à la torture. Au moment où la note a été rédigée, les autorités ne savaient pas où se trouvait M. Arar et tentaient d'obtenir des détails de leurs vis-à-vis américains.

« Le SCRS savait exactement quel sort attendait M. Arar », dénonce John Tackaberry, porte-parole d'Amnistie internationale Canada.

Ré-ouverture Centre de Liquidation À LA TOUR PENCHÉE

40% à 80% DE RABAIS SUR TOUT!



Ski, planches, bottes, raquettes, vêtements été et hiver, chaussures, patins à roues alignées, vélos

GRANDE VENTE D'OUVERTURE

Ancien local d'André Lalonde Sports voisin de golf town

6755, BOUL. MÉTROPOLITAIN E., SAINT-LÉONARD 514-329-1881

VACANCES VOYAGE

Tous les samedis dans **LA PRESSE**

EN BREF

Endeavour perd des morceaux

Trois petits morceaux de mousse isolante détachés du réservoir externe d'*Endeavour* après le lancement mercredi auraient heurté l'orbiteur mais sans probablement avoir causé de dommage important, a indiqué hier un responsable de la NASA. Neuf morceaux de mousse au total sont tombés du réservoir dans les toutes premières minutes de l'ascension et trois ont peut-être heurté la navette spatiale américaine, a indiqué John Shannon, le responsable de la mission, lors d'un point de presse.

Mais aucun des débris ne paraît avoir été suffisamment gros pour provoquer de sérieux dégâts, a-t-il ajouté en se disant « confiant ». « Qu'ils aient causé des dommages ou non, nous le saurons de façon très précise lors de l'amarrage » de la navette à la Station spatiale internationale (SSI) prévu aujourd'hui, a poursuivi John Shannon. Peu avant de s'amarrer le commandant de bord Scott Kelly fera effectuer une pirouette à la navette de manière à ce que les occupants de la Station spatiale puissent photographier les tuiles thermiques sur le ventre de l'orbiteur et particulièrement l'endroit qui aurait pu être endommagé par l'impact de débris de mousse. Il s'agit d'une procédure de courante parmi d'autres mises en place après l'accident de *Columbia*.

— Agence France-Presse

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du: 2007-08-09

Jour: Payer!
04 05 10 28
11 26 30 compl.(C)

Astro
Jour - Mois - Année - Signe
05 NOVEMBRE 76 POISSONS

Lotus bonis : du 2 au 10 août 2007

Extra 2550781
500 000 \$
*décomposable dans les deux sens

649 02 15 28 03
41 42 46 compl.(C)

49 10 12 13 05
21 38 43 compl.(C)

GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS		
6/6	0	8 513 066,00 \$	6/6	0	1 000 000,00 \$
5/6+C	2	159 545,50 \$	5/6+C	0	50 000,00 \$
5/6	117	2 252,90 \$	5/6	7	500,00 \$
4/6	5 958	83,80 \$	4/6	795	50,00 \$
3/6	116 081	10,00 \$	3/6	16 035	5,00 \$
2/6+C	92 117	5,00 \$			
Ventes totales :	15 257 034 \$		Ventes totales :	478 200,50 \$	
Prochain gros lot (approx.) :	14 000 000 \$				

Extra 9878223* 500 000 \$
*décomposable dans les deux sens

NUMÉRO DÉCOMPOSABLE DANS LES DEUX SENS!

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

GRANDE VENTE DE PIANOS ACOUSTIQUES & NUMÉRIQUES

du 8 au 11 août 2007 seulement (dimanche fermé)

Neufs et restaurés à des prix imbattables!

EN VEDETTE
Piano numérique Roland HPi6

300\$ de rabais sur présentation de cette annonce

Restaurés avec garantie à partir de 1195 \$**

Numériques 88 notes à partir de 649 \$**

Pour le service et le choix depuis 1971

nantel musique inc.

(450) 967-7777
395, boul. St-Martin ouest, Laval

www.nantelmusique.qc.ca

** (Quantités limitées sur certains modèles. Premier arrivé, premier servi!)

Une maison de rêve pour 10\$

À gagner: la Maison de rêve BMO Banque de Montréal d'une valeur de 940 000\$. Un tirage principalement au profit des enfants handicapés et défavorisés.

Pour acheter votre billet, rendez-vous à la Maison de rêve ou à une succursale de BMO Banque de Montréal.

maisonderevebmo.com

LA MAISON DE RÊVE

BMO Banque de Montréal

CE SAMEDI, ALBERTA: SUR LA ROUTE DES GLACIERS

LA PRESSE cyberpresse.ca

GazMétro

CHARBONNEAU L'EXPERT

LES PISTONS

AstralMedia Radio

PROFESSEURS

Técho-Bloc

FENILIST

DRAPERIES PIERRE CHOLETTE inc.

mi go

MONDE

Les nouvelles internationales
en continu sur cyberpresse.ca/monde

LE TOUR DU GLOBE

IRAK Bush et l'Iran

Le président américain George W. Bush a fait hier une sévère mise en garde au premier ministre irakien Nouri al-Maliki, lui enjoignant de ne pas être trop conciliant avec l'Iran. À la suite de la deuxième visite de Maliki à Téhéran, Bush a déclaré à la presse: « Si le signal qu'il veut lancer est que l'Iran a un rôle constructif, il va falloir que nous ayons une discussion franche parce que je ne crois pas que ce soit le cas. » L'Iran a assuré Maliki de son soutien pour ramener la sécurité en Irak, mais souligné qu'un retrait des États-Unis était le seul moyen d'y parvenir. -AFP

POLOGNE Élections anticipées?

Le président Lech Kaczyński et le chef de l'opposition libérale Donald Tusk ont exprimé hier le constat commun que des législatives anticipées à l'automne étaient « inévitables ». Les députés sont élus pour quatre ans, et les prochaines législatives étaient prévues pour l'automne 2009. La Diète peut se dissoudre si les deux tiers de ses députés le décident. - AFP

MEXIQUE Manif contre l'insécurité

Une grande manifestation contre la violence et l'insécurité a été convoquée à Mexico pour le 30 septembre par plusieurs associations civiles, qui avaient mobilisé sur ce thème des centaines de milliers de personnes en juin 2004. Plus de 1300 assassinats ont été recensés dans le pays depuis le début de l'année, lors de règlements de comptes entre les mafias de la drogue. -AFP

ALLEMAGNE Enquête sur des journalistes

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a demandé hier l'arrêt d'enquêtes judiciaires en cours contre 17 journalistes allemands après la publication par leurs médias de documents confidentiels liés à la lutte antiterroriste. Le parquet a ouvert des enquêtes après la publication de « fuites » d'une commission parlementaire sur des agissements de la CIA. -AFP

Le New York Times a-t-il censuré un artiste montréalais?

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Intitulé *Mohamed Atta*, le tableau de Marc Séguin montre le chef des kamikazes du 11 septembre 2001 vêtu d'une robe soleil. Une photographie de l'œuvre devait illustrer un article du *New York Times* consacré à cet artiste montréalais qui présentera en novembre une exposition à New York.

Mais l'article a été « tué », pour reprendre l'expression imagée de Marc Séguin, qui accuse l'éditeur du *New York Times Magazine* d'avoir censuré son œuvre.

« De l'entrevue avec (la journaliste) Christine Muhlke, au graphisme, à la mise en page, à la vérification des faits, tout le monde trouvait l'article et la série de tableaux excellents, fantastiques », affirme Séguin dans un courriel à *La Presse*. « Mais voilà que l'éditeur du magazine, Gerald Marzorati, a eu peur à ses couilles, a consulté ses patrons, allant jusqu'au grand boss du journal, et mis un X sur la patente, juste avant d'aller sous presse. »

« Le terrorisme a bien fonctionné, ajoute l'artiste de 37 ans. La peur vit. Peur du monde arabe et peur de l'islam. »

Ou peur de la réaction des New-Yorkais, qui sont chatouilleux et émotifs sur tout ce qui concerne le 11 septembre.

Mais Marc Séguin a tout faux, selon le *New York Times*, qui nie ses allégations. Le magazine du prestigieux journal a certes commandé et mis en page un article sur le peintre, qui devait être illustré par le tableau *Mohamed Atta*. L'article devait paraître en septembre, non pas dans le magazine régulier du quotidien, mais dans un numéro spécial. Or, « l'éditeur a jugé que le sujet de l'article ne cadrait pas avec le sujet du numéro, qui était la mode », a déclaré Katherine Bouton, éditrice adjointe du *New York Times Magazine*. « J'ai posé la

question autour de moi et c'est ce qu'on m'a expliqué. J'étais en vacances quand la décision a été prise. »

Cette semaine, c'est au tour de Gerald Marzorati d'être en congé. Interrogée pour savoir si l'éditeur avait pu consulter ses grands patrons avant de « tuer » l'article sur Marc Séguin, Catherine Bouton a répondu: « Je ne pense pas. »

Marc Séguin, lui, n'en démord pas. Il y a selon lui un lien fort entre la mode et sa série de tableaux montrant des terroristes habillés en robe soleil.

« La robe soleil est l'une des plus grandes inventions du XX^e siècle, devant la télévision et internet », a-t-il dit au cours d'un entretien téléphonique. « Par le biais de ce vêtement, les femmes ont pris possession de leur corps, de leur identité. Je pense que le monde arabe a encore de la difficulté à accepter ça. C'est peut-être à la base des problèmes du monde arabe. »

La question du terrorisme a déjà incité le *New York Times* à censurer l'information. Avant l'élection présidentielle de 2004, la direction du journal a refusé de publier un article sur les écoutes extrajudiciaires de l'administration Bush, un programme antiterroriste controversé, voire illégal. Un an plus tard, le *New York Times* a fini par publier un article sur le sujet qui a valu à ses auteurs un prix Pulitzer.

Mohamed Atta fait partie d'une série de tableaux intitulée *Wanted Terrorists*. Chaque œuvre représente un des 21 terroristes qui se trouvaient sur la liste des terroristes les plus recherchés par le FBI en 2005. Atta ne figurait pas sur cette liste, puisqu'il est mort en 2001, mais Séguin lui a quand même fait une place de choix, l'habillant comme les autres d'une robe soleil.

Formé à l'Université Concordia, Marc Séguin a exposé dans plusieurs galeries et musées d'Amérique du Nord et d'Europe. Il y a un an, il a présenté sa série de tableaux *Wanted Terrorists* à



PHOTO DE L'OEUVRE INTITULÉE MOHAMED ATTA
Selon l'artiste Marc Séguin, le *New York Times* aurait refusé de publier son œuvre à cause de la menace terroriste.

Zurich, attirant l'attention des critiques européens.

« Les Français et les Anglais ont perçu les tableaux comme étant de la folie, dit l'artiste. Les Suisses ont été plus ouverts. »

En novembre, deux des tableaux de la série, *Mohamed Atta* et *Abou Moussab Al-Zarkaoui*, seront présentés dans le cadre d'une exposition de Marc Séguin intitulée *Dissidence*, qui aura lieu à la galerie Envoy de Manhattan.

Les tableaux des terroristes ne font pas partie de l'exposition *Dissidence*. C'est le propriétaire de la galerie qui a choisi de les accrocher à l'entrée.

« C'est sa façon d'exprimer sa dissidence », explique Marc Séguin, qui s'installera à New York le mois prochain.



3 JOURS SEULEMENT!

VENDREDI • SAMEDI • DIMANCHE

LIQUIDATION

DE FIN

DE SAISON



Visitez notre nouveau magasin.

QUARTIER
DIX30

Quartier Dix30
Brossard
À l'intersection des
autoroutes 10 et 30

Heures d'ouverture régulières:
Lundi et mardi: 10h à 19h
Mercredi, jeudi et vendredi: 10h à 21h
Samedi: 9h à 17h
Dimanche: 10h à 17h



I&F est un nouveau concept mode hommes et femmes avec les dernières tendances des défilés, à des prix incroyables.

Venez célébrer l'ouverture du tout premier magasin I&F au Canada, situé au Quartier Dix30 à Brossard et prenez part à l'expérience à la mode I&F



Robes
19⁹⁹\$

Shorts
5⁹⁹\$

Polos pour femme
9⁹⁹\$

Camisoles
5⁹⁹\$

Jupes en coton
9⁹⁹\$

Blouses
9⁹⁹\$

Baby Dolls
14⁹⁹\$

Shorts
9⁹⁹\$

Polos
9⁹⁹\$

Maillots pour homme
9⁹⁹\$

Camisoles pour homme
9⁹⁹\$

Chemises habillées pour homme
9⁹⁹\$

MONDE

Musharraf
coincéJOONEED KHAN
REGARD SUR
LE MONDE

Moins de 24 heures après s'être retiré d'une assemblée tribale avec l'Afghanistan pour combattre les talibans et Al-Qaeda, selon le vœu des États-Unis, le président du Pakistan, le général Pervez Musharraf, a effectué hier un autre recul: il a abandonné, après une nuit de débat avec son entourage, l'idée de proclamer l'état d'urgence.

En conférence de presse à la Maison-Blanche, le président des États-Unis George W. Bush lui a demandé de tenir des élections «libres et justes», prévues cette année. Il a aussi dit qu'il attendait une coopération totale du Pakistan dans la lutte contre les extrémistes et contre l'organisation terroriste Al-Qaeda.

Musharraf, au pouvoir depuis un coup d'État en 1999, est pris en étau entre des pressions contraires croissantes: Washington l'accuse de tolérer chez lui les islamistes qui aident les talibans et Al-Qaeda à alimenter la guerre afghane; de forts courants pro-talibans dans son armée et ses services de renseignement ISI le poussent à y résister; et ses opposants politiques poursuivent leur agitation en vue de législatives «libres et justes».

Bush refuse d'exclure d'éventuelles frappes contre des bases islamistes au Pakistan, et il a signé une mesure du Congrès qui lie l'aide au Pakistan (700 millions cette année, plus de 800 millions l'an prochain) au progrès dans la guerre au terrorisme. Des candidats présidentiels, dont le démocrate Barack Obama, ont proposé de bombarder le Pakistan.

Alliance tendue

Obama a baissé le ton hier, disant comprendre que «Musharraf a une tâche difficile» et appelant à une coopération «constructive» entre les États-Unis et le Pakistan «pour combattre Al-Qaeda». La secrétaire d'État Condoleezza Rice a indiqué de son côté que «les États-Unis n'agiront pas à l'insu du Pakistan pour frapper Al-Qaeda sur son sol».

Mais Musharraf a déclaré que «soumettre l'aide des États-Unis à des conditions nuira aux liens stratégiques avec le Pakistan». À l'Assemblée nationale d'Islamabad, députés du pouvoir et de l'opposition se succèdent depuis quatre jours pour dénoncer l'alliance avec les États-Unis et affirmer que toute frappe états-unienne sur leur sol «sera une agression contre le Pakistan».

Le refus d'aller à Kaboul, où le président Hamid Karzaï a inauguré hier la «Jirga de paix» en présence du premier ministre pakistanais Shaukat Aziz – mais sans les représentants des Pachtones du Waziristan –, est ainsi «un message fort envoyé aux États-Unis», selon Talat Massoud, un analyste pakistanais. «Cela ne peut que le renforcer au Pakistan», a-t-il dit.

Son recul d'hier sur l'état d'urgence «est un signe de faiblesse», estime toutefois Rasul Raï, un autre analyste. «Il est mal pris. L'état d'urgence sera pour lui une arme d'autodestruction massive. Et ne pas y recourir après en avoir brandi la menace montre qu'il navigue sans gouvernail au milieu de la tempête», affirme-t-il.

Musharraf et Benazir

Benazir Bhutto, l'ancienne première ministre en exil que Musharraf courtise pour se stabiliser quelque peu, s'est réjouie hier qu'il ait abandonné son projet d'état d'urgence, «qui aurait fait reculer le Pakistan».

La justice a retiré une demande faite à Interpol pour l'arrestation de M^{me} Bhutto, mais la chef du parti PPP continue d'exiger que Musharraf abandonne l'uniforme militaire avant d'accepter de travailler avec lui.

Nawaz Sharif, autre ancien premier ministre en exil, veut rentrer pour participer au vote; la Cour suprême a entendu sa demande hier.

Shaukat Aziz a annoncé hier que l'actuel Parlement élira le chef de l'État entre septembre et octobre (Musharraf brigue un autre mandat), et que des législatives auront lieu après le 15 novembre. Les partis veulent que le président soit élu par le prochain Parlement.

Complicquant le jeu politique, Musharraf a déclaré hier que les chefs politiques en exil ne seront pas autorisés à rentrer au pays «avant les élections». Il n'a pas précisé s'il parlait de la présidentielle ou des législatives. Cependant, malgré l'appel de Bush, plusieurs opposants doutent que des élections aient vraiment lieu cette année.

POLÉMIQUE EN IRAK

L'armée américaine dément
les histoires-chocs d'un soldat

NICOLAS BÉRUBÉ

LOS ANGELES — Les chroniques donnent froid dans le dos: ici, un jeune Irakien qui apprend l'anglais se fait couper la langue par la milice chiite. Là, une femme défigurée par la guerre se fait ridiculiser par des soldats américains. Plus loin, des chiens errants se battent autour de corps balancés dans les fossés, victimes de la violence sectaire qui déchire Bagdad.

Les chroniques parlent de la guerre dans tout ce qu'elle a de cruel et de sale. Mais sont-elles authentiques?

Publiées depuis janvier dans le magazine progressiste *The New Republic*, les chroniques écrites sous un pseudonyme par un soldat américain en poste au sud de Bagdad ont capté l'attention en raison de leur caractère personnel et très cru.

Dans l'une d'elles, l'auteur raconte que les soldats ont un jour trouvé des ossements d'enfants en creusant dans un champ pour y établir un poste militaire.

«Un soldat a pris la partie supérieure d'un crâne humain, et il se l'est mis sur la tête comme un chapeau. Il s'est baladé avec

ça, et les autres soldats ont arrêté de creuser et de transporter des poches de sable tellement ils riaient. Personne n'était dégoûté. Moi non plus, je ne l'étais pas.»

Ailleurs, il parle d'un confrère qui, pour se désennuyer, conduit son véhicule blindé comme un fou, accrochant au passage des kiosques, des clôtures et, ses cibles favorites, des chiens.

«Il en a déjà tué trois dans la

dont on ne sait même pas s'il est un militaire ou non, s'il est en Irak ou non».

Devant la controverse, le *New Republic* a décidé de révéler l'identité de l'auteur – avec son consentement. Il s'agit du soldat Scott Thomas Beauchamp, 23 ans, en poste au sud de Bagdad. Le soldat Beauchamp est le mari d'une journaliste-rechercheuse qui travaillait pour le *New Republic*.

«Ces observations ressemblent à ce que j'ai vécu en Irak, et à ce que les autres soldats ont vécu», dit un analyste militaire.

même journée et son truc était de ralentir le véhicule pour attirer le chien devant. Puis, quand la bête était assez près, il enfonçait l'accélérateur en tournant les roues. Le chien n'avait aucune chance.»

Le mois dernier, le magazine conservateur *The Weekly Standard* a mis en doute la véracité des chroniques publiées anonymement par *The New Republic*. Le *Standard* a accusé le magazine de donner la parole à un auteur anonyme,

Cette semaine, l'armée a publié un communiqué dans lequel elle annonce que le soldat Beauchamp a signé une déclaration admettant qu'il a inventé les histoires.

Une enquête menée par l'armée a conclu que rien de ce qui a été rapporté par l'auteur n'est véridique. «Durant cette investigation, tous les soldats de son unité ont réfuté les allégations publiées par le soldat

Beauchamp», a dit le sergent Robert Timmons, un porte-parole de l'armée en poste à Bagdad.

La réaction du *New Republic* s'est pas fait attendre. L'éditeur du magazine, Franklin Foer, affirme avoir vérifié l'authenticité des histoires auprès de plusieurs autres soldats de l'unité de Beauchamp. Seulement, dit-il, toutes les personnes contactées ont requis l'anonymat.

L'authenticité des observations rapportées par le soldat ne sera sans doute jamais établie. Lui seul sait ce qui s'est vraiment passé.

Phillip Carter, vétérinaire de la guerre en Irak et analyste militaire pour le webzine *Slate*, a analysé les chroniques de M. Beauchamp et s'est dit «mal à l'aise, mais pas surpris» par leur contenu.

«Ces observations ressemblent à ce que j'ai vécu en Irak, et à ce que les autres soldats à qui j'ai parlé ont vécu. Certains détails me semblent exagérés, comme celui où des soldats rient d'une femme défigurée. Mais sinon, je ne peux pas nier la plausibilité de ce qui est écrit là», dit-il.



Dans un hôpital de Kandahar, un médecin afghan traite un blessé. Plus les victimes civiles se font nombreuses, et plus le soutien aux forces de l'OTAN diminue dans la population.

AFGHANISTAN

Un commandant britannique
blâme les forces américainesMALI ILSE PAQUIN
COLLABORATION SPÉCIALE

LONDRES — La relation entre les troupes britanniques et américaines n'est plus au beau fixe en Afghanistan. Un commandant britannique chevronné affirme avoir demandé à l'armée américaine de se retirer de la province de Helmand, dans le sud du pays, où ses troupes sont basées.

Selon lui, les robustes opérations américaines, qui font de nombreuses victimes civiles, rebutent la population locale et minent la mission des forces de l'OTAN.

L'officier, qui a parlé sous le couvert de l'anonymat au *New York Times*, croit que les bombardements aériens intensifs des Américains poussent les Afghans à rejoindre l'insurrection.

Au moins 300 victimes innocentes, dont beaucoup de femmes et d'enfants, auraient péri dans la province cette année.

Les forces américaines se taillent la part du lion dans ce triste bilan, selon le commandant et ses hommes – ce qui donne des munitions aux talibans pour recruter dans la population locale.

Un porte-parole de l'armée américaine a nié que les Britanniques aient demandé son retrait de la région. Il a affirmé qu'elle resterait sur place.

L'officier britannique a toutefois déclaré que la présence des Américains n'était plus nécessaire. «Nous ne faisons affaire qu'avec des petits groupes de talibans, a-t-il dit au quotidien new-yorkais. Notre priorité est la reconstruction et le développement.»

La colère des Afghans contre les forces de l'OTAN s'accroît, confirme Emmanuel Reinert, directeur du Conseil de Senlis, un groupe de réflexion. «Le seuil d'acceptation de la population est

de plus en plus bas, dit-il. Cela ne veut pas dire que les talibans ont gagné. Mais il est plus facile pour eux de recruter des gens désespérés et pauvres dont un membre de la famille a été tué par les forces étrangères.»

Les soldats canadiens à risque

Les conséquences de la stratégie américaine peuvent être dangereuses pour les soldats britanniques et canadiens, croit l'expert en stratégie militaire Amy Godfrey. «La tactique des soldats américains est du type «appuie sur la détente et pose des questions après», a dit l'ancien capitaine à *La Presse*. Les Britanniques sont plus prudents. Notre expérience en Irlande du Nord nous a appris que l'impact de cette vision à court terme peut être désastreux.»

Les soldats canadiens peuvent en payer le prix si les troupes

américaines opèrent dans les mêmes zones. «Les civils ne font pas la différence entre la nationalité des militaires, explique M. Godfrey. Quand un contingent avec un style plus combatif rejoint des alliés dans une zone, cela peut ruiner les relations avec les résidents en un rien de temps.»

Plusieurs pays de l'OTAN, dont la Grande-Bretagne et l'Allemagne, se sont inquiétés au cours des derniers mois au sujet des lourdes pertes civiles. Depuis le 15 juin, la réduction des «dommages collatéraux» est devenue une priorité pour les opérations de l'alliance en Afghanistan.

Pour Emmanuel Reinert, l'aide humanitaire est le nerf de la guerre. «On ne devrait pas mesurer le succès des militaires selon le nombre de talibans qu'ils tuent, mais selon le nombre de villages gagnés à la cause du président Hamid Karzaï et des forces de l'OTAN.»

PHOTO HAMED ZALMY, AFP

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

FORUM

ÉDITORIAL

La bataille de l'Arctique



mroy@lapresse.ca
MARIO ROY

L'affaire concerne la limite des eaux territoriales, bien sûr. Mais elle concerne au moins autant la limite des moyens que l'un et l'autre pays a à sa disposition pour les faire respecter. Et une autre limite encore: celle des traités internationaux et de la bonne foi nécessaire à leur application... Au bout de cette charade, on aura évidemment reconnu les éléments en cause dans ce qu'on pourrait appeler la bataille de l'Arctique, déclenchée de spectaculaire façon par les Russes, il y a quelques jours. Ceux-ci ont planté leur drapeau au fond des eaux polaires (ce qui constitue accessoirement, on ne l'a pas assez souligné, un

Moscou a, dans les faits, la sagesse de se munir d'une ceinture et de bretelles...

exploit technique remarquable), en une offensive qui ne laisse aucun doute sur leur intention d'«occuper» un territoire qu'ils estiment le leur. Ce contentieux n'est pas neuf.

Mais il prend aujourd'hui une importance particulière en raison de l'émergence de voies navigables; de la présence et désormais de la disponibilité de ressources naturelles importantes; du calendrier des négociations internationales; ainsi que des problèmes d'environnement affectant le toit du monde. Outre la Russie et le Canada, deux autres pays, la Norvège et le Danemark, entretiennent des réclamations territoriales; les États-Unis revendiquent surtout le libre passage international au Nord du Nord.

Le gouvernement de Stephen Harper (lequel se trouve précisément depuis quelques jours dans cette région) a annoncé diverses mesures destinées à occuper lui

aussi le territoire. Parmi celles-ci, figurent l'affrètement d'au moins six brise-glace «légers» et l'installation d'un port militaire arctique en eau profonde. Dans l'ouest, on ressuscite même le projet, imaginé par John Diefenbaker, d'une autoroute qui se rendrait à Tuktoyaktuk, au bord de l'océan Arctique...

Enfin, en ce moment même, une expédition militaire canadienne se déroule près d'Iqaluit et des régions côtières de l'île de Baffin et du détroit d'Hudson.

Certes, d'un point de vue historique, l'occupation matérielle d'une parcelle de terre ou de mer a souvent servi d'instauration du droit de propriété. Ce n'est plus aussi simple aujourd'hui, comme l'a ironiquement rappelé le ministre des Affaires étrangères, Peter MacKay, en raillant les Russes et leur immersion de drapeau!

Mais on aurait tort de se moquer: Moscou a, dans les faits, la sagesse de se munir d'une ceinture et de bretelles...

D'abord, être présent sur les lieux n'est pas inutile et, en ce sens, les initiatives d'Ottawa sont bel et bien indiquées. Ensuite, l'expédition russe avait aussi pour but d'effectuer des relevés topographiques destinés à établir que le relief d'une partie des bas-fonds arctiques est organiquement lié au sol de la patrie (une variante de la notion de plateau continental). Cela sera éventuellement offert en preuve devant la commission idoïne de l'ONU, appelée d'ici 2013 à trancher l'affaire.

Le Canada peut-il faire autre chose puisque, en termes d'occupation, il est inutile de penser concurrencer la flotte russe, qui dispose de 17 bâtiments à l'aise en eaux polaires? Un expert, le professeur de droit Eric Posner, suggère (dans le *Wall Street Journal*) une alliance entre le Canada et les États-Unis qui, ensemble, disposeraient à la fois de la légitimité et des moyens pour faire valoir leurs droits.

Mais Posner n'est pas, à notre connaissance, un expert en psychologie canadienne. Et il ignore sans doute que, à tout prendre, beaucoup de Canadiens préféreraient probablement s'allier aux Russes...

TÉMOIGNAGE

Mille fois merci!

J'ai eu le privilège de rencontrer une personne très humaine, le 4 août à l'aéroport Jean-Lesage de Québec, lors du départ de mon fils unique, Michel, pour l'Afghanistan. Depuis plusieurs semaines, j'anticipais ce départ avec anxiété. Arrivée à l'édifice de la Défense, mon émotion était au maximum. Je devais trouver le bon endroit pour voir partir nos soldats. À l'extérieur, assise sur un banc, j'aperçois une jeune femme et je décide de lui poser la question. Avec une très grande gentillesse, elle me donne les informations dont j'ai besoin. Quelle fut ma surprise lorsqu'elle me dit qu'elle assiste à chacun des départs des soldats!

Cette femme extraordinaire a pris le temps de s'informer à propos de mon fils: son expérience de militaire, son métier, de quelle ville nous venions et sur la durée de son séjour en Afghanistan. Elle voulait aussi savoir comment moi je vivais ce premier départ. Elle m'a écoutée attentivement, avec sensibilité et humanisme. Elle m'a demandé le nom de mon fils. C'est alors qu'elle s'est levée, m'a tendu la main et qu'elle s'est présentée: «Je suis la ministre Josée Verner. Avez-vous un message pour votre fils avant qu'il



PHOTO ARCHIVES PC ©
La ministre Josée Verner lors d'une visite en Afghanistan en avril dernier.

prene l'avion?» J'étais tellement surprise! Dans l'émotion, je ne l'avais pas reconnue.

Quelle chance unique! Je ne pensais jamais avoir l'opportunité de transmettre un dernier message d'amour à mon fils avant son départ: «Dites-lui que maman l'aime et que je lui donne un gros bec». Ensuite, elle m'a indiqué le meilleur endroit pour voir l'arrivée des soldats sur la piste et assister à l'embarquement. Puis, je l'ai vue se diriger vers le hangar pour rencontrer les soldats.

Quelques minutes plus tard, madame la ministre Josée Verner a pris le temps de venir me dire qu'elle avait transmis mon message à Michel et que sa réaction avait été un beau sourire.

Madame Verner, mille fois merci. Votre geste d'humanité et de générosité a rendu cette journée moins pénible et je ne l'oublierai jamais.

Micheline Chaput Granby



sergechapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

OPINION

Une situation intenable

Il est difficile de faire des compressions sans affecter la qualité de l'éducation universitaire

CLAUDE LAJEUNESSE



L'auteur est recteur de l'Université Concordia

Les universités québécoises ont beaucoup fait parler d'elles ces derniers mois, mettant ainsi en évidence les difficultés auxquelles

nombre d'entre elles se heurtent. Qu'il s'agisse de conflits de travail, de protestations contre la hausse des droits de scolarité ou de la controverse entourant le financement de leur parc immobilier, la précarité de leur situation saute aux yeux. Que pouvons-nous donc faire pour renverser la vapeur et rétablir l'engagement collectif envers l'enseignement postsecondaire?

Nos universités affichent toutes un déficit de plusieurs millions de dollars. Pourtant, elles sont loin de dépenser sans compter; au contraire, elles sont très prudentes et se montrent responsables sur le plan budgétaire. Mais le gel prolongé des droits de scolarité et la hausse constante des charges d'exploitation font en sorte qu'elles sont aux prises avec des problèmes financiers d'ordre structurel. Ainsi, si l'on prend en compte l'indexation au coût de la vie et l'inflation, nous disposons actuellement de beaucoup moins de fonds qu'il y a dix ans, et ce, en dépit de l'augmentation des droits de scolarité de 50\$ par trimestre que le gouvernement vient d'approuver en début d'année.

Ainsi, pour prendre l'exemple de l'Université Concordia, étant donné l'inflation et la valeur du dollar en 2006, nous aurions reçu l'an dernier presque 14 millions de plus si nous avions bénéficié du taux de financement en vigueur en 1996. Je suis certain qu'il en va de même pour les autres établissements.

Tout citoyen éclairé conviendra que la situation est intenable. Les universités québécoises ne peuvent perpétuer leur déficit, et rares sont les secteurs où il leur

est possible de faire des compressions pour équilibrer leur budget sans affecter la qualité de l'éducation qu'elles offrent aux étudiants et étudiantes. En fait, nous sommes obligés de dépenser davantage pour rester à la fine pointe de la technologie, attirer des chercheurs de renom et plus d'étudiants étrangers (sans pour autant bénéficier des frais de scolarité supplémentaires applicables à ces derniers, la majeure partie étant directement reversée au gouvernement), réduire le nombre d'étudiants par classe et répondre aux défis de l'enseignement à distance. Sans oublier la concurrence des universités des autres provinces,

Tous les intervenants – gouvernements, universités, entreprises, syndicats et étudiants – doivent commencer par reconnaître la gravité de la situation et agir de concert pour trouver une solution.

notamment l'Alberta et l'Ontario, qui disposent de budgets de fonctionnement plus généreux si on additionne les contributions du gouvernement provincial et les droits de scolarité.

Un problème de société

À mon avis, le problème n'est pas strictement universitaire; c'est un problème de société, que nous devons envisager globalement. Pour ce faire, l'ensemble des intervenants – gouvernements, universités, entreprises, syndicats et étudiants – doivent commencer par reconnaître la gravité de la situation et agir de concert pour trouver une solution. On le sait, les universités ne fonctionnent pas en vase clos.

Les étudiants, les chercheurs, les gouvernements et les gens d'affaires influent sur le milieu universitaire, et vice-versa. Par conséquent, tout le monde gagne-

rait à investir dans l'enseignement postsecondaire: si nous attirons des professeurs chevronnés, nos étudiants seront mieux préparés à intégrer le monde du travail, hautement compétitif. De même, en intensifiant la recherche universitaire, nous accroîtrons la réputation de nos établissements et nous attirerons davantage de brillants étudiants, canadiens et étrangers, qui choisiront peut-être de rester au Québec une fois leurs études terminées. Tout ceci profitera à l'économie et incitera les industries à venir profiter de nos connaissances et de notre savoir-faire. C'est une boucle sans fin.

La nouvelle ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a signifié son intention de convier tous les intervenants afin de trouver des solutions. La priorité accordée à l'éducation par les trois partis principaux à l'Assemblée nationale devrait se traduire par un engagement de l'ensemble de la société à l'égard de cet enjeu crucial. Dans le contexte de la mondialisation de l'économie, en effet, la force du système d'éducation devient le levier décisif de la concurrence, de la croissance et de la lutte contre les inégalités sociales.

Mais l'engagement ne suffit pas. Il faut mettre de côté les politiques partisans pour ne penser qu'au bien commun. Pour être difficile à atteindre, le consensus n'en demeure pas moins la meilleure garantie de changement et, par conséquent, de réussite.

Par-dessus tout, nous devons faire preuve de courage: courage de travailler ensemble, de faire valoir ses idées, d'écouter les points de vue divergents, de décider et, ultimement, d'agir.

En plus du gouvernement, il importe plus que jamais que l'ensemble des acteurs sociaux, soit les membres de la communauté universitaire, le monde des affaires et les représentants syndicaux, s'assoient autour de la même table pour amorcer les changements qui s'imposent. La société québécoise tout entière est concernée.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070 commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 petitesannonces@lapresse.ca

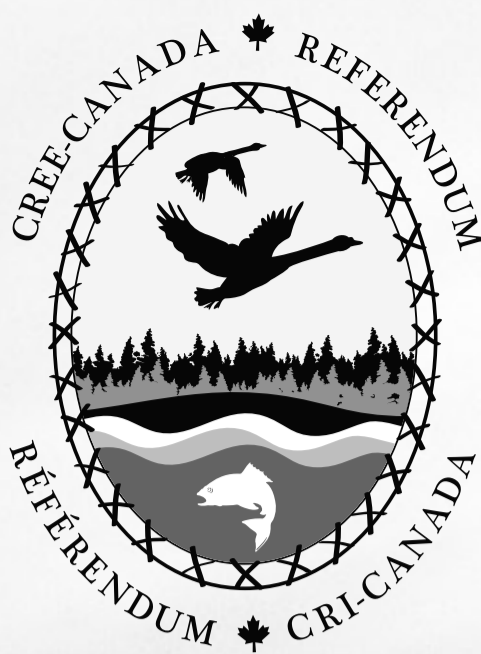
DÉCÈS (514) 285-6816 deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320 carrieres@lapresse.ca

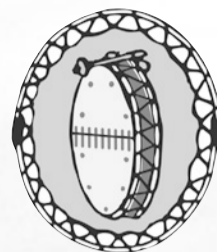
PUBLICITÉ (514) 285-6931



GCC



Canada



CRA/ARC

AVIS DE TENUE D'UN RÉFÉRENDUM

- Le 16 juillet 2007, le Grand Chef Matthew Mukash du Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et l'Honorable Lawrence Cannon, Ministre des Transports de l'Infrastructure et des Collectivités, représentant l'Honorable Jim Prentice, Ministre des Affaires indiennes et du Nord Canada ont annoncé que le négociateur en chef fédéral et le négociateur en chef des Cris ont conclu, sous réserve de la ratification par le gouvernement du Canada ainsi que par les Cris, une *Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Canada et les Cris d'Eeyou Istchee* (l'entente proposée).
- Avis est par la présente donné respectant la tenue d'un scrutin référendaire cri concernant la ratification de l'entente proposée.
- La question référendaire s'énoncera comme suit *Approuvez vous la proposition d'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Canada et les Cris d'Eeyou Istchee* **Oui/Non**
- Toute personne dont le nom apparaît au registre des bénéficiaires cris tenu par la province de Québec conformément à l'article 3.5 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et qui est âgée de dix huit (18) ans lors du dernier jour du scrutin de la période référendaire [soit le 12 octobre 2007], est une personne ayant droit de vote à ce référendum. Une liste des personnes ayant droit de vote a été établie. Toute personne intéressée peut s'enquérir auprès de M. Frederick Moar, directeur local de scrutin référendaire à l'adresse, numéro de téléphone/numéro de télécopieur ou à l'adresse électronique mentionnés au point 14 du présent avis afin de connaître si leurs noms apparaissent sur la liste des noms des personnes ayant droit de vote.
- Si vous croyez rencontrer les critères d'éligibilité pour être une personne ayant droit de vote mais que votre nom n'apparaît pas sur la liste des personnes ayant droit de vote, cela peut être dû au fait que votre nom n'apparaît pas sur le registre des bénéficiaires cris tenu par la province de Québec. Si néanmoins vous désirez voter au référendum vous devez vous adresser au registraire des bénéficiaires cris de la Convention de la Baie James et du Nord québécois afin qu'il procède à votre inscription à titre de bénéficiaire cri en vertu de la CBJNQ. JBNQA. **Vous devez agir en ce sens dans les meilleurs délais.** Même si le Comité référendaire entend faire les représentations qui s'imposent auprès du registraire afin qu'il procède le plus rapidement possible au traitement des demandes d'inscription, le Comité référendaire n'exerce aucun contrôle sur le processus d'inscription au registre tenu par la province de Québec. Toute demande d'inscription au registre de la province de Québec qui sera approuvée avant le premier jour du scrutin principal, le 1er octobre 2007, entraînera l'inscription du nom de la personne en cause sur la liste des personnes ayant droit de vote au référendum. Les demandes d'inscription pour l'obtention du statut de bénéficiaire cri auprès du registraire de la province de Québec doivent être adressées à : **Bureau de l'inscription de bénéficiaires cris de la Convention de la Baie-James et Nord québécois pour le Referendum 2007**, 81 Metcalfe Street, Suite 900, Ottawa Ontario K1P 6K7 Téléphone sans frais: 1-888-761-1655
- La période référendaire débutera le 6 août 2007 et se terminera le 12 octobre 2007 à moins qu'elle soit prolongée par le directeur du scrutin référendaire à cause de circonstances exceptionnelles conformément aux règles concernant le référendum.
- Les versions anglaise et française de l'entente proposée, un sommaire de celle-ci ainsi que la documentation pertinente au référendum peuvent être consultés à l'adresse Internet du GCC(EI) : <http://www.gcc.ca/> ou copie de ladite entente peut être obtenue en contactant M. Frederick Moar directeur local de scrutin référendaire à l'adresse, numéro de téléphone/numéro de fax ou adresse électronique mentionnés au point 14 du présent avis.
- Au cours de la période comprise entre le 13 août 2007 et le 28 septembre 2007, des séances d'information seront tenues dans chaque communauté crie, ainsi qu'au bureau du GCC(EI) de Montréal et d'Ottawa, de même qu'à tout autre endroit déterminé par le directeur du scrutin référendaire. Chaque directeur local de scrutin référendaire affichera la date, l'endroit et l'heure de la séance d'information qui se tiendra dans la communauté du centre de scrutin dont il a la responsabilité. Les horaires d'échéance d'information pourront ajustés en cas de circonstances exceptionnelles décrétées par le directeur du scrutin référendaire. Pour la liste complète des endroits, dates, adresses et heures de toutes les séances d'information, consultez le site Internet du GCC(EI) ou appelez au numéro de téléphone sans frais mentionné au point 14 du présent avis.
- Les personnes ayant droit de vote peuvent voter par scrutin postal **en tout temps durant la période référendaire. Pourvu que leur bulletin de vote soit retourné avant la fermeture des bureaux de scrutin le dernier jour du scrutin itinérant, soit le 12 octobre 2007.** Pour obtenir une trousse de scrutin postal incluant les instructions nécessaires à l'exercice du vote postal, prière de contacter M. Frederick Moar directeur local de scrutin référendaire à l'adresse, numéro de téléphone/numéro de télécopieur ou l'adresse électronique apparaissant au point 14 du présent avis.
- Les personnes ayant droit de vote pourront aussi voter au centre de scrutin au cours de chacun des cinq « jours du scrutin principal », du 1^{er} octobre 2007 au 5 octobre 2007 de 9h00 à 20h00 ou selon une prolongation de ces heures telle que déterminée pour chacune ou tous les endroits déterminés par le directeur du scrutin référendaire conformément aux règles concernant le référendum. Le scrutin qui se tiendra au cours de chaque jour de cette période pourra être ajourné ou reporté par le directeur du scrutin pour un ou plusieurs des endroits concernés à cause de circonstances exceptionnelles telles que prévues aux règles concernant le référendum. Des centres de scrutin seront établis dans chacune des communautés cries ainsi qu'aux bureaux du GCC(EI) situés à Montréal et Ottawa ainsi qu'à tout autre endroit déterminé par le directeur du scrutin référendaire. Pour une liste complète des endroits où les centres de scrutin seront mis sur pied à ces dates et afin de connaître les adresses de ceux-ci, veuillez consulter le site Internet du GCC(EI) ou appelez au numéro de téléphone sans frais apparaissant au point 14 du présent avis.
- Comme troisième alternative, les personnes ayant droit de vote résidant dans une communauté crie peuvent demander à ce qu'un bureau de scrutin itinérant se rende à leur lieu de résidence en tout temps de 9h00 à 20h00 (ou à toute autre heure déterminée par le directeur du scrutin référendaire à ces endroits conformément aux règles concernant le référendum) durant la période de scrutin itinérant débutant le 8 octobre 2007 et se terminant le 12 octobre 2007. Pour chacune des localités où un bureau de scrutin itinérant sera mis sur pied, le directeur local du scrutin référendaire pour cette localité verra à afficher un avis contenant le numéro de téléphone local à composer au cours de la période d'un scrutin itinérant en vue de demander de voter par scrutin itinérant. Ces numéros de téléphone locaux seront affichés sur le site Internet du GCC(EI).
- Suite à l'annonce du résultat du scrutin référendaire, les personnes ayant droit de vote pourront, à l'intérieur d'un délai de cinq (5) jours calendriers de cette date demander la tenue d'un recomptage du résultat référendaire. Toute telle demande doit être formulée par écrit, signée par au moins quinze (15) personnes ayant droit de vote et contenir les motifs sur lesquels elle s'appuie ou toute autre information pertinente. La demande doit être reçue par le directeur du scrutin référendaire à l'adresse apparaissant au point 13 du présent avis avant l'expiration dudit délai de cinq (5) jours. De même, quinze (15) personnes ayant droit de vote ou plus peuvent demander au comité référendaire une révision du référendum en faisant parvenir une demande écrite et signée en ce sens au directeur du scrutin référendaire à l'adresse apparaissant au bas du présent avis et ce dans un délai n'excédant pas quinze (15) jours calendriers du moment de l'annonce du résultat du scrutin référendaire. Cette demande doit également contenir les motifs sur lesquels elle s'appuie et toute autre information pertinente.
- Toute question au directeur du scrutin référendaire, M. Lawrence Jimiken, peut lui être acheminé à l'adresse et aux numéros de téléphone/télécopieur suivants : 1 rue Lakeshore, Nemaska, Québec, JOY 3B0, téléphone (819) 673-2126; télécopieur (819) 673-2542 ou à l'adresse électronique: lawrjimi@hotmail.com.
- Toute demande d'obtention de trousse de scrutin postal ou pour de plus amples renseignements ou pour de copies de l'Entente doit être formulée auprès de M. Frederick Moar, directeur local du scrutin référendaire, 81 rue Metcalfe, Suite 900, Ottawa, Ontario, K1P 6K7, téléphone (613) 761-1655; télécopieur (613) 761-1388; numéro de téléphone sans frais : 1-888-761-1655 ou à l'adresse électronique: fred@chrd.ca.